

LE DEVOIR

VOL. XC - N° 90

MONTREAL, LE LUNDI 26 AVRIL 1999

87c + TAXES = 1\$ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

Pauvre démocratie scolaire

Les réunions publiques de la Commission scolaire de Montréal ont ces temps-ci des allures de cirque. Ceux qui croyaient que les échanges entre Michel Pallascio et Diane De Courcy atteignaient, sous le précédent régime scolaire, des sommets burlesques, se rendent compte aujourd'hui qu'ils n'avaient rien vu.

Cela fait un long moment que les dix commissaires du MEMO (Mouvement pour une école moderne et ouverte), regroupés autour de la présidente Diane De Courcy, et les cinq dissidents qui ont quitté les rangs de ce parti aux Fêtes, s'entendent comme chien et chat. Et, loin de s'arranger, les choses s'enveniment à chaque réunion, laissant au public la désagréable impression que les enjeux majeurs qui secouent le monde scolaire passent au second plan, chaque équipe voulant avant tout écraser, humilier ses anciens alliés.

Certains diront que les chicanes sont pratique courante à d'autres paliers de gouvernement et qu'il est illusoire de penser que le monde scolaire puisse échapper aux aléas de la vie politique.

Peut-être bien. Mais les stratégies mesquines apparaissent particulièrement odieuses parce qu'elles ont un impact direct non pas sur des adultes mais sur des enfants. Surtout que le gros problème de la CSDM — et là-dessus, tous s'entendent — c'est la pauvreté dont souffrent un nombre grandissant d'écoles.

Comme l'a démontré il y a quelques mois la nouvelle carte de la défavorisation du Conseil scolaire de l'île de Montréal, la pauvreté s'est intensifiée de façon dramatique sur l'île, à un point tel qu'un grand nombre d'écoles démunies n'ont plus droit à l'aide spéciale qui leur permettait de soutenir leurs élèves, parce qu'il s'en trouve désormais d'autres beaucoup plus pauvres que les premières.

Ce n'est d'ailleurs pas sans raison que les directeurs se succèdent à un rythme d'enfer dans certaines écoles, et que les enseignants, lorsqu'ils ne demandent pas à être remplacés, arrivent plus rapidement que d'autres au bout de leur rouleau. Car là où les orthopédistes, techniciens en éducation, psychologues ou autres professionnels manquent, la tâche à accomplir semble trop lourde.

C'est avec cette réalité à l'esprit que les commissaires de Mme De Courcy et les dissidents regroupés autour de Robert Cadotte ont tous deux proposé, il y a deux semaines, d'adopter un budget déficitaire, de manière à venir rapidement en aide aux écoles dans le rouge. Les cinq dissidents ont proposé un déficit de 1,5 millions. Pour sa part, la présidente a sorti de son chapeau, à la toute dernière minute, une proposition qui faisait grimper le déficit à 10 et possiblement à 15 millions. N'ayant aucun appui ni chez les dissidents, ni parmi les six commissaires du Regroupement scolaire confessionnel de Michel Pallascio, la présidente a mordu la poussière de façon magistrale, illustrant ainsi l'isolement dans lequel elle se trouve.

La présidente est en effet forcée de composer avec une alliance entre ses anciens alliés et les catholiques, dont le comportement s'est substantiellement modifié pour pouvoir participer aux prises de décisions, aux côtés des dissidents. Ces deux groupes totalisent 11 personnes, soit une de plus que le groupe de Mme De Courcy.

Plus le temps passe et plus les querelles prennent le dessus sur les priorités que les commissaires du MEMO, jadis unis dans l'opposition, avaient déterminées.

Dans quelques jours, le président du MEMO réunit tous les membres du parti afin de débattre de l'attitude des cinq dissidents du MEMO qui ont déjà, soit dit en passant, tourné le dos à leurs anciens amis.

Derrière ce spectacle, c'est un peu l'idée de la démocratie scolaire qui est en crise. L'époque où une seule personne tranchait tous les débats est révolue. C'est en invoquant le manque de sens démocratique que les dissidents se sont éloignés des 10 autres commissaires. Et Montréal n'est pas la seule municipalité dans ce cas. À Laval, le président de la Commission scolaire de Laval, Gérard Dalphond, a été forcé de démissionner, après que 15 des 21 commissaires eurent voté pour sa destitution.

Pendant que ses adversaires l'accusaient d'être «autocratique», M. Dalphond se défendait en disant que certains commissaires avaient trop soif de pouvoir. Comme c'est le cas à la CSDM, les commissaires de Laval appartiennent à des partis politiques. Cela est encore plutôt rare à l'échelle scolaire.

À la CSDM, le style anti-démocratique de la présidente fait désormais partie des discours des dissidents. Mais ces derniers ne sont pas à l'abri de dérapages en cette matière, trop occupés eux aussi à avoir le dessus. Dans ce contexte, toutes les manigances sont bonnes. Mais pendant ce temps, le milieu scolaire montréalais est loin du front commun qui permettrait de faire comprendre au gouvernement que les obstacles à la réussite scolaire restent considérables. Il est loin aussi du front commun qui lui permettrait d'agir plus efficacement, sans attendre d'autres millions qui ne remplaceront jamais une action concertée.

ÉCONOMIE

Les arbres de la Montérégie tombent au combat, page A 3



ACTUALITÉS

Universités: des incitatifs pour abolir des programmes, page A 2



L'ENTREVUE

Bruce Trigger, l'anthropologue qui ouvre des avenues, page B 1

Un an pour se mobiliser

Bouchard écarte le «gradualisme» et prépare ses troupes à un référendum portant sur la souveraineté

MARIO CLOUTIER
LE DEVOIR

Trois-Rivières — Le prochain référendum tenu par un gouvernement du Parti québécois portera sur la souveraineté du Québec et non sur une ultime approche de fédéralisme renouvelé. Le premier ministre Bouchard a fixé l'agenda des troupes souverainistes en fin de semaine en demandant aux militants du PQ de se préparer pour le printemps 2000. La date du référendum dépendra, répète-

til, de la création des conditions gagnantes.

«Aussitôt qu'on aura créé les conditions gagnantes, il faut être prêt. [...] Il faut toujours être prêt quand on est un parti, a-t-il expliqué aux journalistes. [...] Si vous demandez la date, je ne le sais pas, mais je souhaite que la date soit le plus vite possible. L'engagement que nous avons pris durant la campagne électorale c'est de faire [tout] notre possible pour que nous puissions créer les conditions gagnantes dans le cadre du mandat.»

Le travail qui reste à faire est important, souligne le premier ministre. Il a indiqué que les efforts des militants dans

l'année qui vient devraient se concentrer sur la préparation du congrès et sur le fait de situer dans les nouvelles perspectives «la nécessité de la souveraineté et la modernisation des arguments». Dans un discours de clôture qui ressemblait davantage à une rencontre de travail, M. Bouchard a été clair pour les membres du Parti québécois: «beaucoup dépend de nous», averti le premier ministre en demandant aux troupes de se préparer le plus rapidement possible.

VOIR PAGE A 8: BOUCHARD

Recueillement à Littleton



JEFF MITCHELL REUTERS

À L'IMAGE de cette jeune étudiante du high school Columbine, des dizaines de milliers de personnes, ont rendu hommage hier aux 13 victimes de Littleton, au Colorado, tombées sous les balles de deux élèves qui se sont ensuite donné la mort. Le général à la retraite Colin Powell et le vice-président américain Al Gore comptaient parmi tout un aréopage de dignitaires. La cérémonie a été ouverte par deux frères, Jonathan et Stephen Cohen du lycée Columbine de Littleton. Tous deux se trouvaient dans l'établissement au moment du massacre, Stephen étant même dans la cafétéria où de nombreux élèves ont été blessés par des balles ou des éclats des engins explosifs jetés par les deux jeunes tueurs. Nos informations en page A 5.

La guerre en Yougoslavie

L'OTAN s'engage à défendre les pays voisins

AGENCE FRANCE-PRESSE

Les membres de l'OTAN se sont engagés hier à assurer la sécurité des pays voisins de la Yougoslavie, fragilisés par la guerre, et à promouvoir parallèlement les projets d'aide à leur développement économique.

Les chefs d'Etat et de gouvernement des 19 pays membres de l'OTAN ont examiné hier avec les représentants de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Bulgarie, de la Croatie, de la Macédoine, de la Roumanie et de la Slovaquie, l'impact du conflit dans la région.

Le secrétaire général de l'OTAN Javier Solana, lors d'une conférence de presse clôturant les trois jours de sommet de l'OTAN à Washington, a indiqué que l'Alliance ne permettrait pas que ces sept pays voisins «soient déstabilisés par la purification ethnique à laquelle procède [le président yougoslave] Slobodan Milosevic» au Kosovo.

Interrogé sur la garantie que l'OTAN peut apporter à ces pays, M.

Solana est resté vague. «Nous avons affirmé que l'OTAN a un intérêt direct dans leur sécurité.» «Nous ne tolérons aucune menace contre leur sécurité», a-t-il dit, sans préciser ce que l'Alliance pourrait faire dans ce cas.

Les sept pays ont «tous réaffirmé qu'ils voulaient une victoire de l'OTAN», a assuré pour sa part le porte-parole de l'Alliance Jamie Shea, indiquant que les pays voisins de la Yougoslavie «acceptent les inconvénients à court terme» car ils se rendent compte qu'à long terme «la démocratie et la stabilité des Balkans est leur seule chance de prospérité, d'intégration et de démocratie».

«L'OTAN s'efforce de soulager le fardeau» des pays de la ligne de front, avait déclaré pour sa part le président américain Bill Clinton à l'ouverture de la réunion, ajoutant: «Nous devons faire plus.» «Nous répondrons si la Serbie menace ses voisins», avait-il averti.

VOIR PAGE A 8: OTAN

Enquête Sondagem-Le Devoir

Oui aux bombardements et à un débarquement

PIERRE O'NEILL
LE DEVOIR

La décision du Canada de participer aux frappes aériennes en Yougoslavie est bien accueillie par les Québécois, qui sont également favorables à un débarquement des soldats canadiens au Kosovo.

Selon une enquête d'opinion publique effectuée par la firme Sondagem pour le compte du Devoir, la perception des Québécois à l'égard de ce conflit est sensiblement la même que celle du Canada anglais: 73,2 % des

Québécois sont d'avis qu'il était justifié que les pays alliés réunis au sein de l'OTAN, y compris le Canada, interviennent au Kosovo, un point de vue que 26,8 % ne partagent pas.

Il ressort par ailleurs de ce sondage réalisé entre le 16 et le 21 avril, auprès de 1013 personnes, que l'envoi de soldats canadiens sur le terrain pour combattre l'armée serbe recueillerait également l'appui de la majorité: 51,7 % contre 48,3 % s'y rallieraient comme solution de dernier recours.

VOIR PAGE A 8: ENQUÊTE

Voir autres textes en page A 5

Un berger pour les loubards

L'abbé Guy Gilbert propose une «spiritualité laïque» à une société en déroute

Dans les locaux bondés du centre de jour de Pops, rue Ontario, à Montréal, l'abbé Guy Gilbert est tout à fait dans son élément. Avec leurs tatouages omniprésents et leurs nez percés, les jeunes Québécois de la rue ressemblent beaucoup aux Français que l'abbé a commencé à héberger sur les pavés de la vieille Europe il y a de cela plus de trente ans, et qu'il n'a pas cessé d'aider depuis.

CAROLINE MONTPETIT
LE DEVOIR

Vêtu comme un dur, en blouson de cuir et portant une multitude d'épinglettes, Guy Gilbert ne porte pas l'habit du moine et n'en tient pas le discours traditionnel non plus. Encadré de cheveux longs, son regard doux apaise immédiatement. L'homme a du charisme et il a des choses à dire. Il dit que son ministère l'amène plus souvent dans les bars que dans les églises. Et c'est l'amour qui tient la place dominante dans sa bouche, comme un baume sur les plaies purulentes d'une société en déroute. C'est l'amour comme nourriture pour ces âmes fragiles, ces adolescents dont plus personne ne veut et qu'il accueille dans la Bergerie Faucon, une ferme de Provence où il tente de leur redonner la joie de vivre. La semaine dernière, le prêtre français Guy Gilbert était à Montréal pour lancer son dernier livre: *Cris de jeunes*, publié chez Novalis. Dans cet ouvrage, Guy Gilbert a consigné quelques principes éducatifs qui dirigent son action. «Savoir dire non», y arrive au premier plan. Résister à la violen-

ce d'un jeune «qui saute tous les barrages», mais jamais avec haine, avec ressentiment, par vengeance, ou en répondant à la peur.

La veille de cette entrevue, deux adolescents avaient ouvert le feu dans la bibliothèque et dans la cafétéria d'une école secondaire du Colorado, tuant 15 personnes, et en blessant une vingtaine d'autres.

La violence, écrit Guy Gilbert, est «un appel formidable à être aimé», ajoutant que nous sommes tous violents.

«Les loubards, ce ne sont pas des jeunes gentils, mais ils amènent une vérité à l'état brut, sauvage, primitif, qui est prophétique parce qu'ils ont l'art de révéler leur détresse et leur désespérance.» Et plutôt que d'une morale religieuse à offrir à ses ouailles, il propose une spiritualité laïque, qui serait un «atout maître». «Et si cette spiritualité n'est pas au cœur de la société, dit-il, nous allons vers un monde qui sera «jungle». Une spiritualité laïque à base du sens de l'effort, de tolérance, de respect, de partage, doit être vite mise en place.»

VOIR PAGE A 8: GILBERT



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

«Nous avons perdu notre sens animal. Nous pouvons le retrouver», affirme Guy Gilbert.

MÉTÉO

Montréal Québec
Nuages suivis d'un dégel. Max: 8 Min: 2
Max: 10 Min: 6
Détails, page A 4

INDEX

Annonces B 3 Le monde A 5
Avis publics A 4 Les sports B 5
Culture B 7 Mots croisés A 4
Économie B 2 Planète B 4
Éditorial A 6 Religions B 6
Entrevue B 1 Télévision B 7

www.ledevoir.com



LES ACTUALITÉS

Politique de rationalisation

Legault offrira des incitatifs financiers aux universités pour abolir des programmes

PAULE DES RIVIÈRES
LE DEVOIR

Le ministre de l'Éducation, François Legault, veut des programmes universitaires performants, concurrentiels avec ce qui se fait ailleurs dans le monde. Tel est le sens qu'il donne à la rationalisation des programmes, qui occupera une grande place dans sa nouvelle politique sur les universités.

Ces propos sont tirés des échanges tenus cette semaine à Québec, lors de l'étude des crédits par la Commission de l'éducation. M. Legault continue de répéter qu'il dévoilera ses intentions pour ce niveau d'enseignement «au cours des prochaines semaines».

Le ministre, qui répondait jeudi aux questions du député libéral Claude Béchar, entend intégrer la révision du mode de financement des universités à son éventuelle politique sur ces institutions.

Il a par ailleurs indiqué qu'avant même que des modifications ne soient apportées au financement des

universités, ces dernières pourraient bénéficier rapidement «d'incitatifs financiers» pour les encourager à entreprendre certains changements dans le sens de la rationalisation.

«On veut, a dit le ministre, s'assurer de bien évaluer la performance des universités, donc de les comparer l'une à l'autre, de voir si un étudiant en génie à l'université X a un coût comparable à un étudiant dans le même programme à une autre université. Nous voulons être capables de comparer les coûts, de voir quelle est l'utilisation optimale de nos ressources.»

En fait, le ministre a demandé à ses fonctionnaires de mettre au point une méthode permettant de comparer les coûts.

Mettre fin aux dédoublements

Ce travail se fait déjà, signale pour sa part le président de la Commission universitaire des programmes (CUP), Michel Gervais. Cette commission — créée sous l'ex-ministre Pauline Marois — est chargée de revoir les pro-

grammes universitaires, de manière à mettre fin aux dédoublements.

Au bureau de M. Legault, on dément certaines rumeurs voulant que le ministre ne soit pas satisfait du travail de la CUP, jugée trop timide et allant trop rarement jusqu'à recommander l'abolition de certains programmes.

Une chose est certaine, la CUP ne pense pas qu'à l'argent. Au contraire. Son président rappelle, au cours d'une entrevue, que la qualité et l'accessibilité doivent être préservées.

«Il est certain que nous pourrions n'avoir, au Québec, qu'une seule université bilingue, qui serait située à Montréal. Ce serait très économique. Mais ce n'est pas le choix de société que nous avons fait.»

À la fin de son mandat, en décembre prochain, la CUP aura examiné 23 secteurs disciplinaires. M. Gervais ne cache pas que peu d'abolitions ont été recommandées. Mais il se défend.

«Après tout, dit-il, on ne s'étonne pas que la biologie appliquée soit enseignée

dans 45 cégeps», note l'ancien recteur de l'Université Laval, qui a succédé à la présidence de la CUP peu après le décès de Léonce Beaupré.

«Le Québec ne serait pas mieux avec les recommandations à l'emporte-pièce, avec des projets de grandes fusions», plaide-t-il. Il y a quelques années, rappelle-t-il en guise d'exemple, l'Université du Québec à Rimouski a ouvert un programme en génie. Un tel programme existait déjà à l'École Polytechnique, à Laval ou à Sherbrooke, mais «je suis certain que ce fut une bonne décision, qui sert le développement économique de toute une partie du Québec».

Et les onze fameux programmes de théologie? «La sous-commission étudiant cette question n'a pas fait le même genre de travail que les autres groupes; elle a passé beaucoup de temps en débats idéologiques», dit M. Gervais. Mais il ne faut pas perdre de vue, dit-il, que les salles de cours sont pleines, que l'on parle de théologie confessionnelle ou de sciences humaines des religions.

Le président de la CUP souligne enfin que les suspensions d'admissions se comptent par centaines dans des dizaines de programmes, depuis quelques années, parce que les universités n'avaient plus la masse critique de professeurs. Quelque 1000 professeurs ont quitté le réseau au cours des cinq dernières années.

M. Gervais dit enfin que les universités savent très bien si tel ou tel programme coûte plus cher ou moins cher que le coût moyen de telle ou telle discipline. Et il prévient le ministre que les programmes qui coûteront les moins chers seront toujours ceux qui font appel en grand nombre aux chargés de cours.

«Il y a des secteurs où le nombre de professeurs est trop bas et où il se développe des formes de prolétariat de l'enseignement universitaire, avec, par exemple, des chargés de cours qui deviennent des professeurs associés pour avoir des subventions ou encore avec des gens qui travaillent à temps plein mais qui sont accrochés au système de façon artificielle.»

Manifestation pro-serbe à Montréal

Plus de 800 personnes dénoncent les frappes de l'OTAN

Les manifestants scandaient divers slogans appelant à la fin de la guerre

PAULE DES RIVIÈRES
LE DEVOIR

Entre 800 et 1000 personnes se sont regroupées hier au Carré Phillips, afin de protester contre les frappes de l'OTAN dans les Balkans. Alors qu'à Washington, les pays membres de l'OTAN réitéraient leur détermination à poursuivre leurs actions en Yougoslavie ainsi qu'à répondre aux menaces de ce pays à l'encontre des pays voisins, les manifestants scandaient divers slogans appelant à la fin de la guerre.

«OTAN, virus mortel des Balkans»,

était écrit sur une grande banderole, au beau milieu de drapeaux slaves. Organisée par l'Association hellénique de l'Université Concordia et le Mouvement des Balkans pour la paix, la manifestation a uni pendant quelques heures la communauté serbe de Montréal mais aussi d'autres villes.

Dusanka Luvik, une résidente d'Ottawa, s'était déplacée pour marquer son opposition à la guerre. «Si l'OTAN était si déterminée à appuyer les Kosovars, dit-elle, il y a longtemps qu'elle aurait envoyé des troupes au sol.» Cette femme serbe arrivée au pays il y a 11 ans soupçonne l'OTAN

de nourrir des visées territoriales dans les Balkans et ne lui prête aucune intention honorable. «Je suis contre la guerre. Il faut que cela arrête», dit-elle, en refusant par ailleurs de donner son appui à Milosevic.

Plusieurs organismes et associations ont participé à la manifestation d'hier, sous un beau soleil printanier. Le Parti communiste marxiste-léniniste du Canada a lancé un appel aux Canadiens pour qu'ils fassent pression, afin que cesse ce que leur porte-parole qualifie de «virulente propagande contre les forces communistes».

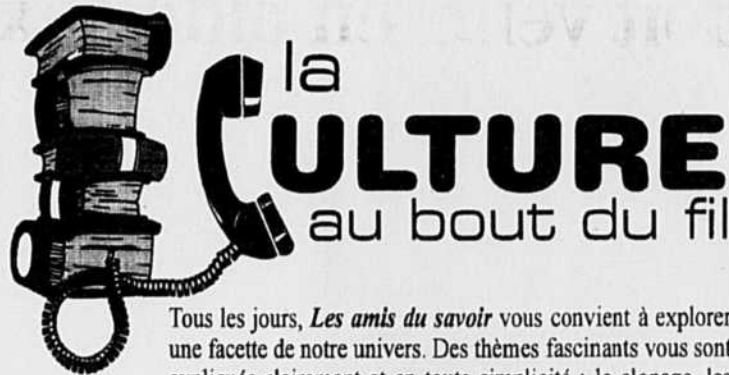
Mais pour sa part, la présidente du

Mouvement des Balkans pour la paix, Slavica Bogdanov, a déclaré que son mouvement n'avait aucun rapport ni avec le chef yougoslave Slobodan Milosevic ni avec aucun autre chef d'État.

«Nous voulons que la guerre cesse. Nous sommes pour la paix», a-t-elle dit à l'issue de la manifestation en remarquant que les protestations contre la guerre attireraient un nombre toujours croissant de personnes. Elle a promis que d'autres événements du même genre auraient lieu prochainement. Hier, les gens qui avaient pris la peine de se déplacer appartenaient à tous les groupes d'âge et les enfants n'étaient

pas en reste. Certains arboraient des pancartes rappelant que la guerre frappait aussi des enfants.

Un autre groupe, le comité ad hoc québécois contre la guerre dans les Balkans prévoit de tenir une manifestation le 2 mai prochain, qui se tiendra sur le boulevard René-Lévesque. Le Mouvement des Balkans pour la paix pourrait s'y joindre. Et d'ici là, le président de ce Mouvement n'écarte pas l'éventualité de prendre contact avec les universités McGill et Montréal afin de voir si certaines de leurs associations désirent participer au mouvement pour la paix.



la CULTURE au bout du fil

Tous les jours, *Les amis du savoir* vous convient d'explorer une facette de notre univers. Des thèmes fascinants vous sont expliqués clairement et en toute simplicité : le clonage, les atomes, le système solaire, les langues, les pyramides d'Égypte, l'origine des races, les grandes idées, les arts, etc.

C'est bien connu, les gens cultivés sont appréciés, mais tout le monde n'a pas le temps de lire des livres ou de longs articles sur des sujets complexes. Notre équipe qualifiée fait ce travail pour vous. Les messages, pré-enregistrés, sont rédigés par des diplômés universitaires particulièrement doués pour la vulgarisation. Les amis du savoir... pour comprendre le monde!

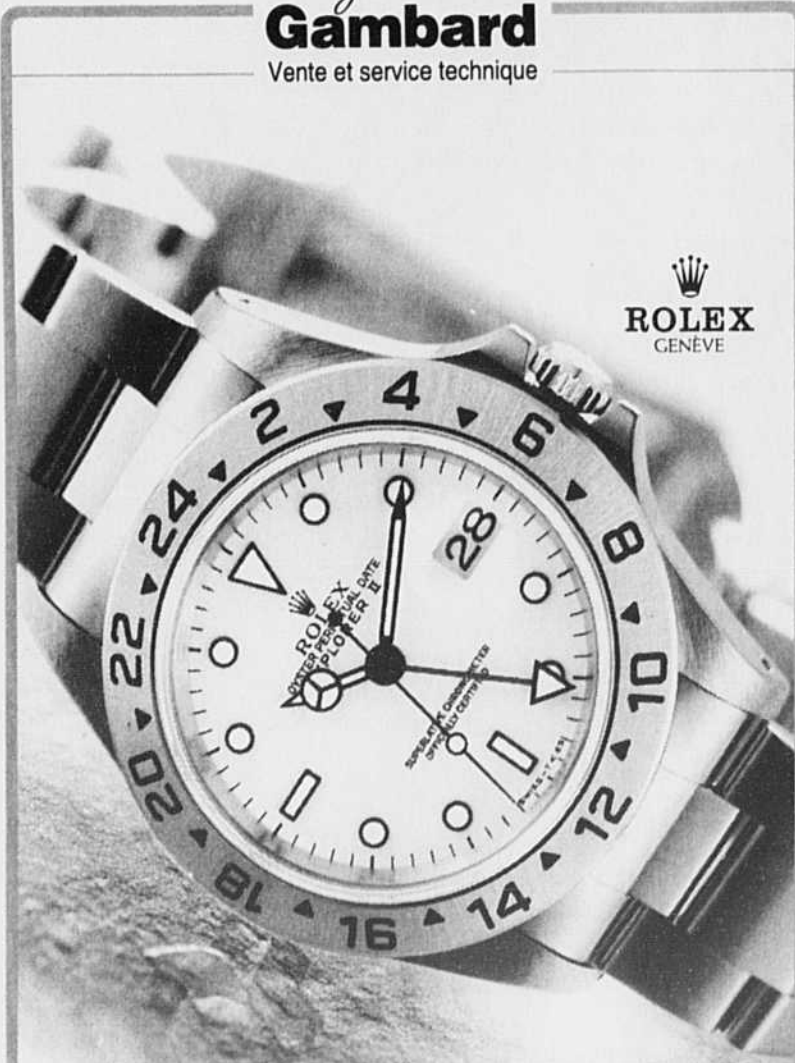
1-900-451-AMIS

1-900-451-2647

Service pour adultes. Tarif: 1,18 \$ la minute (durée approx. : 1 à 3 mins).

Bijouterie Gambard

Vente et service technique



Explorer II en acier

630-A RUE CATHCART, MONTRÉAL, CENTRE VILLE • TÉL.: 866-3876

L'enquête continue

Jolène Riendeau reste introuvable

LOUISE LEDUC
LE DEVOIR

Les recherches intensives de la fin de semaine dans le canal de Lachine n'ont rien donné et la petite Jolène Riendeau, qui a disparu depuis le 12 avril, reste introuvable.

Des 700 informations recueillies par le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal (SPCUM), celle voulant que la petite de dix ans puisse être retrouvée près du pont Des Seigneurs a particulièrement retenu l'attention des policiers en fin de semaine, en vain.

«Nous avons fouillé de fond en comble un kilomètre du canal», explique le sergent-détective Denis Renaud du SPCUM. «L'enquête continue et nous continuons d'y mettre toute notre énergie, mais le temps passe et notre inquiétude augmente.»

Il y a trois ans, Jolène Riendeau avait fait une fugue, mais l'épisode avait été de si courte durée qu'il n'avait pas été signalé à la police.



Jolène Riendeau

Habitué à la voir rentrer tard le soir, ses parents n'ont pas, cette fois-ci, pris contact avec la police avant une heure du matin, dans la nuit du 12 au 13 avril.

Depuis, les moindres recoins des quartiers Pointe-Saint-Charles et Saint-Henri ont été ratissés. Une vingtaine d'enquêteurs tentent toujours de la retrouver et des photos d'elle ont été affichées partout à Montréal et en banlieue, grâce à la coopération de l'organisme Enfants Retour.

Jeunesse au Soleil a aussi reçu ces derniers jours un don anonyme de 5000 \$, qui sera versé comme récompense à toute personne qui mènera à la découverte de Jolène Riendeau.

Jolène Riendeau, qui parle français, mesure 1,34 mètres (4 pieds cinq pouces), pèse 36 kilogrammes (80 livres) a les yeux bruns et les cheveux à la nuque, châtiens. Au moment de sa disparition, elle portait un jean bleu, un t-shirt et un chandail de style polar bleu avec des fleurs aux épaules, des souliers gris à semelle épaisse.

Toute information peut être signalée au SPCUM au 280-3492 ou au 9-1-1. Tous les appels sont confidentiels.

BRÈVES

Incendie au YMCA

(Le Devoir) — Le YMCA du centre-ville a eu chaud ce week-end. Le 6^e étage de l'immeuble voisin, qu'il lorgne pour disposer de plus grands locaux, a été la proie d'un incendie dans la nuit de samedi à dimanche. L'évacuation du YMCA a forcé le transfert de trois détenus qui y résident dans le cadre d'un programme de transition mis sur pied il y a une dizaine d'années.

Vols à la Cinémathèque

Un tableau de la peintre Mila Younés a été volé ce week-end à la Cinémathèque. L'œuvre récente et de taille moyenne (35 X 55 cm), intitulée *La Mère et l'Enfant*, a été dérobée en fin d'après-midi, samedi, alors que l'établissement du Quartier-latin était passablement achalandé. Elle faisait partie de la série *D'un Monde à l'autre*, exposée dans le cadre du Rallye-Expos des 15^e Journées africaines et créoles du Festival Vues d'Afrique. Hier matin, la peintre québécoise, d'origine berbère, s'est également fait voler la photo d'une de ses toiles plus ancienne. La Cinémathèque, qui expose régulièrement des œuvres en rapport avec le cinéma, n'aurait jamais signalé de vol auparavant. Mila Younés non plus. Elle pourrait être dédomagée par les assurances de Vues d'Afrique. L'œuvre dérobée est évaluée à 1000 \$.

loto-québec résultats

Tirage du	GAGNANTS	LOTS
6/7	2	5 000 000,00 \$
5/6+	9	122 563,70 \$
5/6	467	1 889,60 \$
4/6	22 925	73,70 \$
3/6	420 122	10,00 \$
Ventes totales: 25 677 874 \$		
Prochain gros lot (approx.): 13 000 000 \$		

Tirage du	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00 \$
5/6+	0	50 000,00 \$
5/6	29	500,00 \$
4/6	1 423	50,00 \$
3/6	24 223	5,00 \$
Ventes totales: 699 333,00 \$		

Tirage du	NUMÉROS	LOTS
99-04-23	947899	100 000 \$
	47899	1 000 \$
	7899	250 \$
	899	50 \$
	99	10 \$
	9	2 \$

Tirage du	NUMÉROS	LOTS
99-04-24	255465	100 000 \$
	55465	1 000 \$
	5465	250 \$
	465	50 \$
	65	10 \$
	5	2 \$

SUPER 7 Tirage du 99-04-23

1 3 8 10 17 33 44	
Numéro complémentaire: 43	
GAGNANTS	LOTS
7/7	1 2 500 000,00 \$
6/7+	3 38 980,00 \$
6/7	45 2 273,80 \$
5/7	2 682 136,20 \$
4/7	55 363 10,00 \$
3/7+	48 914 10,00 \$
3/7	457 671 partic. gratuite
Ventes totales: 6 480 946 \$	
Prochain gros lot (approx.): 2 500 000 \$	

TVA, le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Une grande voiture.

PASSAT



Un petit prix.
379 \$ PAR MOIS*

LOCATION 36 MOIS
PASSAT GLS 99

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

* L'offre s'applique à une Passat GLS 1999, 5 vitesses, neuve. Photo à titre indicatif seulement. Versement initial de 2 875 \$ ou échange équivalent. Dépôt de garantie de 430 \$ requis à la transaction. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Frais de 0,10 \$ du km additionnel après 60 000 km. Sujet à l'approbation de crédit de Crédit VW Canada, Inc. Offre valide pour un temps limité. L'offre ne s'applique qu'aux particuliers et que pour un usage personnel et non commercial. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre. Chez les concessionnaires participants.

Êtes-vous fait pour Volkswagen?

1 888 ROULE VW ou VW.COM

LES CONCESSIONNAIRES VOLKSWAGEN

• LES ACTUALITÉS •

Nouvel exemple de coupe à blanc

Les arbres de la Montérégie tombent au combat

Faute d'entente entre Québec et Ottawa, les propriétaires de boisés endommagés par le verglas ne se gênent plus pour tout raser

LOUISE LEDUC
LE DEVOIR

Après *L'Erreur boréale*, l'erreur montérégienne? Las d'attendre que Québec et Ottawa aient réglé leur querelle de clocher et leur viennent finalement en aide, les propriétaires de boisés endommagés par le verglas ne se gênent plus pour tout raser et tout convertir en champs de maïs. Les abords de l'autoroute 10 n'offrent en fait qu'un aperçu de la désolante réalité, qui inquiète autant les défenseurs de la forêt que les préfets des MRC avoisinantes.

«Neuf des douze municipalités de la région n'ont presque plus d'arbres. Arrêtons d'utiliser le bois, il n'en reste presque plus!» lance le préfet de la MRC Rouville, Rosaire Houle.

Parce qu'il voulait protéger les quelques boisés encore debout, le maire de Saint-Sébastien, lui, a dû démissionner. «A Saint-Sébastien, les boisés n'occupent plus que 2 % du sol, s'inquiète Réjean St-Denis. Quantité de citoyens réclamaient l'abolition du règlement qui interdit chez nous toute coupe à blanc.»

M. St-Denis, qui exploite une entreprise spécialisée dans la récolte de grains, a tenté de résister, jusqu'à ce que les pressions prennent une tournure personnelle. «Nos clients ont menacé de ne plus avoir recours à nos services. J'ai préféré me retirer», explique M. St-Denis.

Le verglas a certes beaucoup endommagé les arbres, «mais plusieurs en prennent prétexte pour tout couper», se plaint aussi Sylvain Mailloux, technicien forestier au Groupe forestier du Haut-Yamaska. «En vrais vautours, les entrepreneurs de bois tournent autour des proprié-

étaires de boisés, leur brossant le plus sombre des portraits et en mettant, au noir, une bonne somme d'argent sur la table. L'entrepreneur arrive avec sa machinerie lourde, coupe, sacre son camp, puis bingo!»

En lieu et place du scénario catastrophe d'entrepreneurs intéressés, les propriétaires de boisés devaient recevoir depuis plusieurs mois déjà la visite d'évaluateurs ministériels, dans le cadre du programme d'aide pour les propriétaires de boisés touchés par le verglas. Pendant que le gouvernement fédéral et Québec discutent toujours facture, «les gens s'écœurent et coupent tout», résume M. Mailloux.

L'Agence forestière de la Montérégie, celle-là même qui a été mandatée par le ministère des Ressources naturelles pour gérer le programme virtuel, ne cache pas sa colère. «Nous voilà au deuxième printemps de l'après-verglas, il est plus que temps d'agir», lance Luc Dumouchel, directeur général de cet organisme à but non lucratif créé en 1995 dans la foulée du sommet sur la forêt privée. «Les gens ont besoin d'évaluations impartiales, d'autant qu'en Montérégie, la forêt n'est pas la vocation première de la terre. Il y a beaucoup de pressions de la part d'agriculteurs, qui veulent de plus grandes terres. Les boisés sont cependant essentiels, en ce qu'ils offrent un refuge à la faune et coupent le vent.»

En principe, les érablières devraient être épargnées, parce que mieux protégées par la réglementation de la Commission de protection du territoire agricole. Or, selon M. Dumouchel, «certaines érablières ont aussi été coupées et leurs propriétaires n'ont pas été pénalisés, peut-être à cause des gros dommages subis par le verglas».

Au ministère des Ressources naturelles, manifestement très embarrassé par des articles que *La Voix de l'Est* a déjà fait paraître sur le sujet, l'attachée de presse de Jacques Brassard, Louise B. Accolas, insiste: il y a trois programmes d'aide, totalisant 30 millions, qui s'adressent précisément aux propriétaires de boisés privés et de boisés agricoles.

Si l'argent est là, certains propriétaires en ont-ils vu la couleur? Certains ont-ils profité de l'expertise gouvernementale? «On a prolongé les inscriptions. Les gens ont maintenant jusqu'au 1^{er} juin pour s'inscrire au programme.»

En clair, il faut comprendre que, oui, le programme est fin prêt... sur papier. «Le ministre Brassard reconnaît le bien-fondé de l'impénitence de la clientèle, note Mme Accolas. Les négociations avec Ottawa ont été longues, ce genre de négociations n'est jamais facile. [...] Il n'est pas question de chicanes, mais de la défense de nos intérêts.»

La logique du défrichage

Aux lenteurs gouvernementales s'ajoute l'effet pervers des nouvelles normes d'épandage de fumiers et de lisiers, adoptées en 1997 par le ministère de l'Environnement et de la Faune d'alors pour lutter contre la pollution émanant surtout de la production porcine. En Montérégie, où se concentre le tiers de toute la production porcine au Québec, «ces normes ont eu un gros impact dans notre région, nous forçant à répartir l'engrais sur de plus grandes surfaces de terre», explique Rosaire Houle, préfet de la MRC de Rouville. Alors, si un producteur veut un plus gros cheptel, s'il veut s'étendre, il lui faut plus de terre.

Les terres disponibles sont chères,

et les récoltes des érablières, depuis deux ans, très décevantes. La main-d'œuvre d'érablières n'est plus familiale, mais très coûteuse, et seuls les gros producteurs sont prêts à s'automatiser. Les plus humbles producteurs optent donc de plus en plus pour la conversion de leurs boisés en champs, principalement de maïs.

Cette culture est plus payante et peut être assurée par le fonds d'indemnisation agricole. L'ennui, c'est qu'elle nécessite de grandes quantités d'insecticide et constitue, de ce fait, l'une des principales sources de pollution des cours d'eau. Et la Yamaska est déjà la rivière la plus polluée de tout le Québec...

Vers un moratoire?

La MRC de Rouville a été la première à réagir. À la fin de l'hiver, elle mettait en avant une réglementation pour interdire l'abatage d'arbres. «On n'accepte plus la coupe à blanc sans permis», résume le préfet Rosaire Houle. Seulement, il nous faut songer à des incitatifs pour encourager les gens à conserver les boisés. Il faut aussi éviter que ceux qui les ont préservés jusqu'ici ne soient pas pénalisés par rapport à ceux qui s'en sont débarrassés.»

C'est essentiellement le discours que tient aussi Jean-Marc Ménard, membre du comité consultatif agricole à la MRC d'Acton Vale et membre de l'exécutif de l'Union des producteurs agricoles, à Saint-Hyacinthe. «À Acton Vale, nous voulons aussi chez nous veiller à la protection des boisés, comme de limiter à 10 % la coupe à blanc par année. Ceux qui conserveraient leurs boisés pourraient par exemple voir leurs taxes réduites», suggère-t-il.



MICHEL ST-JEAN LA VOIX DE L'EST
Coupe à blanc le long de l'autoroute 10 dans une zone durement touchée par le verglas. En arrière-plan, le mont Yamaska.

Bombes dans les postes de police de la CUM

Les services policiers sont toujours dans le noir le plus total

La sécurité a été renforcée dans les postes de quartier

PRESSE CANADIENNE

Les services policiers sont toujours dans le noir le plus total, n'ayant toujours aucune piste à laquelle s'accrocher pour tenter de découvrir qui a pu poser cinq bombes, vendredi, à proximité de quatre édifices de la police de la Communauté urbaine de Montréal et d'un autre abritant la Caisse d'économie des policiers de la Sûreté du Québec.

Même si le mot «Kosovo» apparaissait au bas d'une note explicative, on ne considère pas qu'il s'agisse d'une piste d'enquête à privilégier. «Nous n'avons toujours pas reçu de revendication officielle et on ne peut donc pas du tout conclure maintenant à un acte terroriste», a déclaré hier l'agent Michel Fontaine, responsable des relations avec les médias.

Rien n'indique qu'il puisse s'agir d'un individu ou d'un groupe, et rien ne permet davantage pour l'instant d'associer ces attentats à un gang de moutards criminels ou à un groupe politique, avait dit samedi en conférence de presse le directeur adjoint du SPCUM, Serge Meloche.

Devant le peu d'indices dispo-

nibles, le SPCUM a sollicité en fin de semaine la collaboration de la population, en quête de toute information de nature à éclairer. La police a bien reçu quelques appels hier, mais il lui était impossible d'en apprécier la valeur.

Quant à l'analyse des explosifs trouvés aux abords des locaux de la police, elle ne sera effectuée qu'à partir d'aujourd'hui, les services de laboratoire n'étant pas ouverts le week-end.

Toute cette histoire a commencé vendredi soir, à 18h06, par la découverte d'un colis suspect, tout près du poste de quartier 38. À 19h22, un appel anonyme au 9-1-1 a dirigé les policiers vers une cabine téléphonique, à l'angle des rues Saint-Grégoire et Chambord, où ils ont trouvé une lettre indiquant 21 endroits, tous reliés à la police, où des bombes auraient été placées.

Sur-le-champ, deux cents policiers ont été mobilisés. Ils se sont alors employés à ratisser de fond en comble les 49 postes de quartier du SPCUM ainsi que tous les édifices occupés par la police de l'île de Montréal.

Au total, cinq colis suspects ont été trouvés, puis désamorçés, conjointement par des équipes d'artificiers de la Sûreté du Québec et du SPCUM.

On ignore pour l'instant la composition exacte de ces engins et leur puissance. On sait cependant que le mécanisme de mise à feu des explosifs n'était pas fonctionnel et qu'il s'agit du type d'explosifs utilisés dans les mines.

Les endroits visés

Les endroits visés étaient des postes du plateau Mont-Royal, de Rosemont et du centre-ville, le centre opérationnel sud du SPCUM, rue Guy, et la Caisse d'économie des policiers de la Sûreté du Québec, sur le boulevard de Maisonneuve.

La sécurité a été renforcée dans les différents postes de quartier du SPCUM, les policiers étant appelés à se montrer particulièrement vigilants au cours des prochains jours.

Pareilles précautions ont été prises à la Sûreté du Québec, dont les édifices font l'objet de surveillance étroite depuis cet incident.

Avec Le Devoir

Réunion des ministres des Finances du G 7

Martin croit que le secteur privé doit venir en aide aux pays en crise

SANDRA CORDON
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — S'assurer que les investisseurs offrent une aide plus importante aux Etats en proie à une crise économique au lieu d'y retirer leurs investissements, voilà une page de l'ordre du jour canadien lors de diverses rencontres de niveau international, aujourd'hui à Washington.

Les autorités pourraient ainsi donner leur appui à une provision sur les paiements de la dette des pays en crise qui pourrait prévenir le retrait des créanciers privés, a déclaré le ministre canadien des Finances, Paul Martin, à la veille de rencontres du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, ainsi que d'une réunion des ministres des Finances des pays du G 7.

«Nous pensons qu'il faut s'assurer de la présence du secteur privé parce que lorsqu'il y a une crise, l'économie en souffre énormément, à moins qu'il y ait un mécanisme prévu», a affirmé M. Martin, ajoutant que ceux qui écopaient en cas de crise étaient généralement les pauvres, les femmes et les enfants.

L'adoption d'une pause de 90 jours cautionnée par le FMI pour les pays en crise constitue un changement radical par rapport aux pratiques habituelles, soutient Roy Cullen, de l'Institut Nord-Sud.

La Banque mondiale a rappelé la semaine dernière que la pauvreté des personnes les plus démunies dans le monde ne cessait de croître malgré les progrès de la mondialisation.

La crise économique, qui a débuté en Asie en juillet 1997 et qui a ensuite fait le tour du monde, a mené à de

nouveaux efforts en vue de réformer le système financier international.

Lors de ces rencontres, les ministres, universitaires et représentants internationaux aborderont également les questions de la dette des pays en voie de développement et de la nécessité de renseignements supplémentaires pour les divers joueurs des marchés.

«Le secteur privé doit jouer un rôle parce que le secteur public n'a tout simplement pas les ressources nécessaires pour s'occuper de la multitude des problèmes [lors de crises sur les marchés émergents]», a indiqué M. Martin.

«On aurait tort de croire que le secteur privé s'est sorti indemne des crises économiques récentes», a toutefois affirmé le vice-président de la Banque asiatique de développement, Peter Sullivan.

«Le secteur privé a déjà partagé le lourd fardeau des crises», a-t-il déclaré, indiquant que deux méthodes envisagées pourraient cependant assurer une participation plus méthodique du secteur privé lors de crises prochaines: des lignes de crédit du secteur privé établies avant le déclenchement d'une crise, et l'émission d'obligations internationales.

Le FMI discute pour sa part d'un plan de financement d'urgence en vertu duquel les pays dotés de solides politiques économiques pourraient se «préqualifier» à une aide financière internationale.

Le ministre Martin a quant à lui rappelé que l'économie canadienne dépendait de plus en plus du commerce et que les pays étaient par conséquent vivement désireux d'améliorer la stabilité financière mondiale et d'instaurer des mesures qui diminueraient la volatilité.

Le FMI discute d'un plan de financement d'urgence

JOURNÉE D'AFFAIRES COMPLÈTE. NUIT DE PASSION À LA MAISON.



Avec plus d'allers-retours que tout autre transporteur aérien vers les grandes

villes du Québec, et le plus de vols sans escale, nous vous offrons la souplesse de

planifier le voyage d'affaires parfait. Car la perfection, en fin de

journée, c'est de pouvoir étreindre la personne qu'on aime.


airNova
airAlliance

Journées d'affaires complètes à Ottawa, Québec, Sept-Îles, Bagotville, Rouyn-Noranda, Val-d'Or, Mont-Joli/Rimouski, Baie-Comeau, Halifax, Moncton, Fredericton, New York, Hartford et vers d'autres villes du Canada et des États-Unis.

LES ACTUALITÉS

COLLOQUES ET CONFÉRENCES

DOLLARD DES ORMEAUX, LES AMÉRINDIENS ET NOUS

Salle Brébeuf
26 avril
Madeleine Préclaire: 342-9342, poste 412
Au printemps 1660, Dollard des Ormeaux, 16 autres Français de Montréal, 40 Hurons et quatre Algonquins sont défaits dans une bataille par 700 Iroquois. Ça se passait au Long-Sault, sur l'Outaouais. Les historiens du XIX^e siècle en ont fait un élément premier de notre mémoire nationale. Mais dans ce souvenir, où sont donc passés les Amérindiens qui accompagnaient ces Blancs?

la résurrection du Christ aux personnes qui connaissent un échec dans leur amour conjugal?

OLIVAR ASSELIN

Outremont
27 avril
Renseignements: 279-2846, poste 1
Olivar Asselin fonde en 1904 l'hebdomadaire *Le Nationaliste*. Il participe en 1910 à la naissance du *Devoir* et milite au sein de la Ligue nationaliste auprès d'Henri Bourassa. Tout sa vie, il a eu la réputation d'être un esprit libre et un franc-tireur. Hélène Pelletier-Baillargeon nous entretient de sa carrière ainsi que des exigences du métier de biographe. Le nombre de places étant limité, prière de réserver.

années 50 — Alan B. Stone, photographe. André Bourbonnais, le photographe professionnel qui a réalisé le tirage photographique de l'exposition, partagera avec vous les trucs d'une technique d'impression peu utilisée qui nous a donné des photos de grande qualité. Il vous expliquera aussi comment il a travaillé afin de respecter l'œuvre de Stone. Les places sont limitées: il faut donc réserver.

28 avril
ICS: (450) 679-7452

Cette présentation de Jacques Lépine vise à nous informer et à démythifier le recours aux paradis fiscaux. Comment s'en servir? Qui peut le faire? Est-ce légal? Comment protéger ses actifs dans ce contexte? Ça vous intéresse?

LA TÉLÉMÉDECINE

Hôtel Omni Montréal
29 avril
Ghislaine Larose: 871-4000, poste 4001, ou www.cmm.q.ca

Porte d'entrée vers le développement des réseaux d'information clinique, la télémédecine, et le marché qu'elle représente, est en pleine explosion. Son défi: transporter l'information et non les personnes. Aujourd'hui, nous savons que 70 % des actes médicaux pourraient être faits à distance. Le médecin nucléaire et entrepreneur Jean-François Meunier explique en quoi le développement des réseaux d'information clinique est en voie de devenir une occasion d'affaires gigantesques.

PARIS EN 1900: LA REINE DU MONDE

Auditorium Saint-Albert-le-Grand
28 avril
ACTXR: 332-4126

Il y a un siècle, Paris vivait un véritable tournant artistique, architectural et social. La reine du monde célébrait tout à la fois la bicyclette, l'Exposition universelle, Sarah Bernhardt, les Curie et Apollinaire, et vibrait par l'entremise de l'affaire Dreyfus, Toulouse-Lautrec, le Moulin-Rouge et le Métropolitain. Toute une époque! Magali Deleuze nous en parle.

LES PARADIS FISCAUX

Hôtel des Gouverneurs Île Charron

Isabelle Quentin
iquentin@sim.q.ca

Accidentés du travail

La CSN s'oppose à toute réduction des indemnités

LOUISE LEDUC
LE DEVOIR

La CSN s'insurge contre la volonté gouvernementale de réduire de 90 % à 85 % du salaire net les indemnités versées par la CSST aux accidentés du travail.

«La CSN lance une vaste mobilisation», a annoncé hier en conférence de presse Marc Laviolette, troisième vice-président de la CSN. «Nous allons profiter de toutes les tribunes pour dénoncer ce projet et nous lançons un appel aux autres organisations syndicales.»

À son avis, le biais fiscal qui fait en sorte que certains travailleurs sur la CSST reçoivent davantage que ceux en pleine forme ne justifie en rien le geste que s'approprierait à effectuer le ministre d'État au travail et à l'emploi, Diane Lemieux.

Certes, les indemnités ne sont pas impossibles et les accidentés du travail ne contribuent pas au régime

des rentes, à l'assurance-emploi, aux assurances collectives et au fonds de pension comme les autres travailleurs, «mais ils sont de toutes façons pénalisés au bout du compte», note M. Laviolette. Si des mises à pied surviennent dans leur entreprise, ils pourraient tomber automatiquement sur l'aide sociale, sans avoir droit au chômage, et ils auront des manques à gagner à l'heure de leur retraite», précise M. Laviolette.

La solution CSN? Que tous les accidentés du travail ou rendus malades par leur emploi reçoivent la totalité de leur salaire brut. En revanche, ils pourraient continuer de payer leurs impôts et contribuer entièrement à tous les régimes, à l'instar de tout travailleur. De l'avis de la CSN, cette formule aurait pour avantage d'éliminer tout biais fiscal.

La CSN voit dans cette baisse projetée du pourcentage d'indemnisation de la CSST un nouvel assaut contre les droits des accidentés du travail.

Téléphone: 985-3344
Télécopieur: 985-3340

AVIS PUBLICS

Sur Internet:
www.offres.ledevoir.com

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

Hydro Québec

APPELS DE SOUMISSIONS

Les entrepreneurs et les fournisseurs peuvent obtenir de l'information sur les appels de soumissions ouverts et le résultat d'ouverture des plis d'Hydro-Québec en visitant le site Internet de l'entreprise:

www.hydroquebec.com/soumissionnez ou en composant un des numéros de téléphone suivants:

Montréal et environs: (514) 745-5720
Extérieur: 1 800 363-0910

LE GROUPE

Boudreau
Richard

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

DANS L'AFFAIRE DE LA PROPOSITION DE:

RICHARD TÉTREULT, demeurant au 2, Place Oigny, dans la ville de St-Constant et dans la province de Québec, J5A 2J3.

Avis est par les présentes donné que la personne insolvable précitée a déposé une proposition en date du 14^e avril 1999, et ce en conformité avec l'article 50.4 de la Loi sur la faillite et de l'insolvabilité et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 4^e jour de mai 1999, à 14 h 30, au bureau du surintendant des faillites, situé au 5, Place Ville Marie, 8^e étage, Montréal (Québec).

355, des Récollets, Montréal (Québec) H2Y 1V9
Téléphone: (514) 849-2100
Télécopieur: (514) 849-9292

MOTS CROISÉS

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											

HORIZONTALEMENT

- 1- Coupable.
- 2- Cristal à un seul axe optique. — Le non-êtré.
- 3- Hibou. — Il vend des fourgaces.
- 4- Copions. — Misérable.
- 5- Touiller. — Bugle à fleurs jaunes. — Aperçu.
- 6- Époque. — Mètre la date. — Bradype.
- 7- Issu. — Pareil. — Moly.
- 8- Pâté de maisons. — Consacré.
- 9- Préoccupation exclusive de faire de l'argent.
- 10- Lui. — Poulie. — Apéritif.
- 11- Enlèvement. — Original.
- 12- Chargé de dettes. — Ventile.

- 3- Sa capitale est Palerme. — Arbre. — Paladium.
- 4- Pascal. — Ferrure. — Lumière.
- 5- Toile de coton. — Oiseau.
- 6- Tube fluorescent. — Séduction.
- 7- En usage. — Néon.
- 8- Recueil. — Ski-bob.
- 9- Retourner la terre. — Copia.
- 10- Femelle du sanglier. — Sottise.
- 11- Impatient. — Argon.
- 12- Cabestan. — Ardeur.

Solution du samedi
F O R M A L D E H Y D R O
L U E U R U N G U I S
A B L A T I O N C O
G L U I S E S C O T
A R T S U L T I M A R
E L E M E N T A I R E
N A C L A R Q U E R A I
C L A I R N O U A X I S
E P I A T E R G L M
I L N U T O L L E
E L L I C A I N E
R E T E D I V E N T I S

AVIS PUBLICS HEURES DE TOMBÉE

Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard.

Publications du lundi:
Réservations avant 12 h 00 le vendredi

Publications du mardi:
Réservations avant 16 h 00 le vendredi

Tél.: 985-3344 Fax: 985-3340

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE LAVAL, NO: 540-02-008656-994, COUR DU QUÉBEC, RESIDENCE BOIS DE BOULOGNE ENR. Partie défenderesse -vs- MARCEL MÉNARD, Partie défenderesse. Avis public est par la présente, donné que les effets mobiliers de la partie défenderesse saisis en cette cause seront vendus au: 3170, rue Parli, App. 4, St-Hubert, district de Longueuil à 10:30 heures le 07 mai 1999 à savoir: Un lave-vaisselle blanc Eaton Viking & accs, un fax Canon & accs, un sofa rouge vin en cuir 3 places & accs, une machine à eau Oasis & accs, un vidéo VHS Symphonic & accs, etc. Lesquels effets seront vendus pour argent comptant ou au plus offrant et dernier enchérisseur. Donné à Laval ce 23 avril 1999. ERIC LATRAVERSE, HUISSIER DE JUSTICE, LATRAVERSE & ASS., HUISSIERS, 1717, St-Martin Ouest, Bureau 235, Laval, Québec H7S 1N2. Tél.: (450) 978-8869

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE LAVAL, NO: 540-02-008656-994, COUR DU QUÉBEC, RESIDENCE BOIS DE BOULOGNE ENR. Partie défenderesse -vs- LOUIS GÉRALD CAOULTE, Partie défenderesse. Avis est par la présente, donné que les effets mobiliers de la partie défenderesse saisis en cette cause seront vendus au: 1495, Montée Masson, # 90, Laval, dit district à 10:30 heures le 7 mai 1999 à savoir: 1 maison mobile d'environ 60 pieds de couleur blanche & accs. Lesquels effets seront vendus pour argent comptant ou au plus offrant et dernier enchérisseur. Donné à Laval ce 23 avril 1999. BENOIT GAUTHIER, HUISSIER DE JUSTICE, LATRAVERSE & ASS., HUISSIERS, 1717, St-Martin Ouest, Bureau 235, Laval, Québec H7S 1N2. Tél.: (450) 978-8869

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC District de Montréal NO. 500-12-246770-998
COUR SUPÉRIEURE
PRÉSENT GREFFIER ADJOINT
CAMELIA DORINA ABRUDAN
Partie demanderesse
C.

ROBERT REND
Partie défenderesse
ASSIGNATION
ORDRE est donné à ROBERT REND de comparaître au greffe de cette cour situé au 1 Notre-Dame Est, Montréal, salle 1.110, dans les 30 jours de la date de la publication du présent avis dans le journal "Le Devoir".
Une copie de l'assignation a été remise au greffe à l'intention de ROBERT REND.
Lieu: Montréal
Date: 22 avril 1999
MICHEL MARTIN

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL NO. 500-05-049723-990
COUR SUPÉRIEURE
PRÉSENT
BANQUE TORONTO DOMINION
Requérante
C.

YVES DE LAFONTAINE ET EVELYNE FIQUET
Intimés
AVIS
A. M. Yves Delafontaine et Evelyne Fiquet

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

Dans l'affaire de la faillite de:

GESTION ÉRIC PIUZE INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social au 601, De l'Industriel, Belœil, Québec, J3G 4S5.

AVIS est par les présentes donné que la débitrice susdite a fait cession de ses biens en date du 16 avril 1999 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 7 mai 1999 à 15 h 00, au bureau du syndic situé au 550, chemin Chambly, bureau 300, Longueuil, Québec.
Date de Montréal, ce 21 avril 1999.

GÉRALD ROBITAILLE ET ASSOCIÉS LTÉE
Syndic de l'actif
Robert Ste-Marie, CIP
syndic responsable de l'actif
Place Herelle
550, chemin Chambly
Bureau 300
Longueuil (Québec) J4H 3L8
Tél.: (450) 677-9922

N'importe qui peut souffrir d'une maladie inflammatoire de l'intestin, quel que soit son âge, sa race ou son sexe.

Fondation canadienne des maladies inflammatoires de l'intestin
Crohn's and Colitis Foundation of Canada
Soutenez notre mission: trouver un traitement curatif.
(800) 461-4683

anciennement domiciliés au 12,242, 87^eme Avenue, à Montréal, district de La Cour, province de Québec, H1C 1J6
PRENEZ avis que pour valoir signification les procureurs de la requérante ont déposé au greffe de la Cour Supérieure du district de Montréal, 10^e et, rue St-Antoine à Montréal, province de Québec, une requête en délaissement forcée (prise en paiement), affidavit, avis de présentation, avis aux intimés, inventaire des pièces et pièces R-1 à R-4 inclusivement.
Cette requête (en vertu des articles 2778 et suivants C.c.Q. et 795 C.p.c., en rapport avec l'immeuble situé au 12,242, 87^eme Avenue, ville de Montréal, province de Québec, H1C 1J6) est présentée le 31 mai 1999, à 9:00 heures de l'avant-midi, en salle 2.16, ou aussitôt que Conseil pourra être entendu.
Une copie de la requête en délaissement forcée (prise en paiement) affidavit, avis de présentation, avis aux intimés, inventaire des pièces et pièces R-1 à

R-4 a été produite au dossier de la Cour à l'intention des intimés Yves Delafontaine et Evelyne Fiquet.
Lieu: Montréal
Date: 22 avril 1999
MICHEL PELLERIN
Greffier adjoint

Lebrun, Papineau,
Société en nom collectif d'avocats
Procureurs de la requérante.
CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL NO. 500-12-246695-997
COUR SUPÉRIEURE
PRÉSENT GREFFIER ADJOINT
SHAHNAZ SIDDIQA
Partie demanderesse
C.

KARIM MOLLA
Partie défenderesse
ASSIGNATION
ORDRE est donné à KARIM MOLLA de comparaître au greffe de cette cour situé au 1 rue Notre-Dame Est à Montréal, salle 1.110 dans les 30 jours de la date de la publication du

présent avis dans le journal Le Devoir.
Une copie de la déclaration de divorce a été remise au greffe à l'intention de Karim Molla.
Lieu: Montréal
Date: 16 avril 1999
MICHEL MARTIN

Changement de nom d'une personne majeure
Prenez avis que Louis Marion Lavergne domicilié au 1461 Wolfe, Montréal, H2L 3J5 présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de Louis, Olivier Lavergne.
Montréal, le 23 avril 1999
Louis Lavergne

Avis est par les présentes donné que, conformément aux dispositions de la Loi sur les compagnies, 9060-1915 QUÉBEC INC. demandera à l'Inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.
Le secrétaire

Avis public

Ville de Montréal

Service du greffe

Règlements refondus

Dépôt de la mise à jour 25

Avis est donné que la mise à jour 25 des Règlements refondus de la Ville de Montréal a été déposée aux archives de la ville le 23 avril 1999, date de leur entrée en vigueur.

Montréal, le 26 avril 1999
Le greffier,
M^r Léon Laberge

LA MÉTÉO D'ENVIRONNEMENT CANADA

MONTREAL	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
	max 12	min 0	max 12	0/14	2/14

Températures: MAX / MIN

Lévesque 5h50 Couché 19h56

QUÉBEC	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
	max 8	min 0	max 12	0/12	0/12

OTTAWA	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
	max 10	min 2	max 12	2/13	3/13

Météo-Conseil 1 900 565-4455
Frais applicables
La météo à la source
Environnement Canada

LE DEVOIR

LE MONDE

Douleur, obsèques et prières à Littleton

Les parents des tueurs pourraient se voir mis en accusation

ASSOCIATED PRESS ET AFP

Littleton — L'heure était au recueillement ce week-end à Littleton dans le Colorado. Recueillement avec les premières obsèques des victimes et de l'un des auteurs du massacre du lycée Columbine.

Rachel Scott, 17 ans, a été la première des 13 victimes à être enterrée. La jeune fille et 11 autres lycéens, ainsi qu'un professeur qui a donné sa vie pour tenter de sauver le plus grand nombre d'élèves possible, ont été fauchés mardi dernier par les rafales tirées par deux de leurs camarades, Dylan Klebold et Eric Harris, qui se sont ensuite donné la mort. L'un des deux a été inhumé samedi dans la plus grande discrétion.

Le même jour, M. et Mme Klebold ont rendu publique une déclaration via leur avocat dans laquelle ils annoncent avoir fait donner un service religieux pour leur fils. «Notre tristesse et notre chagrin au sujet de sa mort et de cette tragédie sont indescriptibles. Encore une fois, nous nous excusons auprès de tous ceux qui souffrent de la perte de leur bien aimé et nous continuons à prier pour la guérison de ceux qui ont été blessés».

Les motivations des deux jeunes tueurs sont révélées par le journal intime de l'un d'entre eux qui évoque ce projet funeste sur une année. En revanche, un courrier électronique parvenu à la police et signé par un des deux meurtriers revendi-

quant par avance la tuerie s'est avéré être un canular.

«Fondamentalement, ce qu'ils voulaient faire c'était le plus de dégâts possible, détruire l'école et éliminer autant d'enfants qu'il leur était possible avant de partir eux-mêmes en fumée», a déclaré le shérif du comté de Jefferson, John Stone, chargé de l'enquête.

«Au centre de tout, il y avait la haine», a-t-il ajouté sans préciser lequel des deux était l'auteur du journal dont il a lu l'extrait suivant: «Nous voulons être différents, nous voulons être bizarres, nous ne voulons pas que les sportifs ou d'autres gens nous méprisent. Nous allons vous punir.»

Le shérif a aussi mis en cause les parents: des armes et des explosifs étaient «clairement en évidence» à proximité de ce journal intime. «Les parents auraient dû savoir.»

Le président Clinton a annoncé le déblocage d'un budget supplémentaire pour améliorer la sécurité dans les établissements scolaires et pour mieux encadrer les élèves. Car ce carnage pourrait ne pas être le dernier.

En effet, plusieurs bombes artisanales, de la poudre et des disquettes contenant des informations sur la fabrication de bombes ont été découvertes chez trois adolescents de 14 ans qui préparaient apparemment une attaque contre leur école de Wimberly, à 65km au sud-ouest d'Austin au Texas.

«Compte tenu des informations fournies, il est clair que ces adolescents pré-



Plus de 30 000 personnes ont assisté hier à un service commémoratif.

voient sérieusement de viser les étudiants et les professeurs», a affirmé le shérif Don Montague chargé de l'enquête. Cette fois, les autorités ont été alertées à l'avance par des élèves.

Il est très possible que les parents des adolescents auteurs du massacre du lycée Columbine à Littleton soient inculpés pour complicité, a déclaré hier le gouverneur de cet Etat, Bill Owens.

M. Owens a indiqué que selon les enquêteurs, «les parents d'au moins un des adolescents auraient dû savoir, vu les éléments retrouvés dans la

chambre du tueur». «La possibilité qu'il soit inculpé est très réelle», a-t-il ajouté sur la chaîne de télévision CBS.

«S'il y a des adultes qui auraient dû savoir et n'ont pas été prudents dans une situation comme celle-ci, ils pourraient être inculpés comme complices», a-t-il précisé.

Samedi, le shérif John Stone avait publiquement critiqué les familles d'Eric Harris, 18 ans, et Dylan Klebold, 17 ans, qui ont tué 12 camarades et un professeur mardi dernier au lycée Columbine de Littleton avant de se suicider.

La crise du Kosovo

En toute confidentialité

L'OSCE recueille discrètement les témoignages dans les camps de réfugiés

Tandis qu'elles vident le Kosovo, les forces serbes font la chasse aux jeunes femmes. Une campagne de viols qui, les témoignages s'accumulant, semble avoir une dimension systématique. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe dispose de vérificateurs qui recueillent les témoignages des réfugiées.

LIBÉRATION

Skopje — Leurs tentes, dans les camps, sont aussi discrètes que leurs vêtements oranges sont visibles. Elles sont interdites d'accès, comme beaucoup d'autres, mais plus surveillées encore. Seuls les réfugiés, parce qu'ils ont vu sur les panneaux d'affichage la note d'information accompagnée du petit plan, leur expliquant où se trouvent ces tentes, peuvent y pénétrer. Et les témoignages qui y sont recueillis, dans les camps de Skopje, Ohrid et Gostivar, le sont sous le sceau de la plus stricte confidentialité.

Toutes ces précautions, les 70 personnes de l'OSCE qui travaillent depuis le 20 mars sur les violations des droits de l'homme au Kosovo les prennent pour éviter aux réfugiés qui témoignent toute possibilité de représailles contre leurs proches éventuellement restés au Kosovo. Pour éviter aussi que leurs témoignages reviennent à des oreilles indiscrettes. Spécial-

ment formés à ce genre d'entretiens, les membres de la KVM (la Kosovo verification mission de l'OSCE) ne sont donc pas des barbares. Mais la gravité des exactions perpétrées, la certitude de l'existence «d'un large éventail de violations des droits de l'homme» a néanmoins conduit l'OSCE à publier récemment un texte de deux pages.

«Même si le détail des entretiens n'a pas pu être vérifié sur le terrain», précise l'OSCE, qui a quitté le Kosovo en même temps que toute la communauté internationale. «Des milliers de personnes parlent. Nous, nous n'avons recueilli que 300 témoignages en un mois [essentiellement de réfugiés originaires de Mitrovica, Pristina, Gnjilane et Urosevac]. Ce n'est pas beaucoup», explique une représentante de l'OSCE pour garantir le sérieux du travail accompli et le «haut degré de fiabilité des propos retenus». «Les évacua-

tions groupées, par familles, par rue, par quartier, nous permettent de recouper», ajoute-t-elle. «Nos entretiens durent une heure, deux heures, parfois quatre heures. Ils sont reclus aux réfugiés avant signature. Et nous les prévenons que leur témoignage est susceptible d'atterrir sur le bureau du Tribunal pénal international», le TPI de la Haye.

Avant de rentrer dans le détail sordide des entretiens, cette membre de l'OSCE rappelle que «la première violation des droits de l'homme, c'est de forcer quelqu'un à l'exil». En clair, l'épuration ethnique. Pour l'OSCE, le scénario est rodé: harcèlement, intimidation, violence, pillage, destruction des maisons et ordre final de monter dans des bus ou des trains. «Le schéma déjà utilisé lors de l'offensive militaire dans les montagnes de Cicavica à la mi-mars avant le départ de la communauté internationale s'est reproduit dans les dernières semaines», assure l'OSCE qui estime que les violations dont ses observateurs avaient été témoins à l'ouest du Kosovo, quand ils étaient encore sur place, se sont reproduites à l'est.

Après le passage de soldats, le positionnement d'armement au coin des rues et les premières intimidations, ce sont les policiers para-

militaires, souvent cagoulés, qui interviennent. «Parfois, les paramilitaires viennent directement». Les réfugiés parlent aussi de civils en arme, des «Arkan Tigers» ou des «hommes de Sesej». «Dans certains cas, ils ont été capables de donner des détails précis sur les uniformes et les insignes portés», précise l'OSCE.

Des exécutions sommaires ont eu lieu. «Ce sont souvent des hommes que les paramilitaires retirent d'un groupe et tuent, devant leur famille, pour que les consignes de départ soient prises au sérieux», explique cette responsable qui parle aussi «d'exécutions groupées». Vols, agressions, agressions sexuelles reviennent souvent dans les propos des réfugiés. «Les témoignages sur des agressions sexuelles, y compris des viols collectifs, sont de plus en plus nombreux».

Les réfugiés évoquent de manière répétée des mutilations. «Comme en Bosnie», précise l'OSCE. Gorges tranchées, poitrines découpées, nez, oreilles, doigts, mains, pieds arrachés. «Des corps ont été découpés, des insignes nationalistes serbes sculptés sur les poitrines, les fronts ou d'autres endroits du corps», écrit aussi l'OSCE, qui conclut son pré-rapport en précisant qu'«un nombre substantiel de personnes ayant commis ces actes «pourraient être identifiées». L'OSCE laisse aussi entendre que certains de ces témoignages sont déjà entre les mains du TPI.

Silence dans la ville-fantôme

Skopje — Cachés derrière des volets clos, terrés dans des sous-sols froids et humides, en proie à la terreur et à l'ennui, les Albanais du Kosovo qui sont restés à Pristina écoutent le tonnerre des bombardements quotidiens de l'OTAN.

Petite capitale régionale du Kosovo mais pleine de vie avant l'intervention alliée en Yougoslavie le 24 mars et l'intensification de la répression serbe, Pristina est devenue une ville-fantôme.

«C'est une ville morte. Nous restons à la maison. Nous regardons

la télévision ou écoutons les sirènes d'alerte aérienne. C'est comme d'être en prison», dit au téléphone Tolga, resté avec sa femme et leur fils d'un an.

Impossible de connaître les chiffres exacts, mais, d'après les témoignages des réfugiés et les estimations des Occidentaux, les deux-tiers des 250 000 habitants de Pristina, en majorité des Albanais, pourraient avoir quitté la ville, de gré ou de force.

Les installations militaires serbes au Kosovo, dont beaucoup se trouvaient dans le chef-lieu ou

aux environs, ont constitué les premières cibles des frappes de l'OTAN. La ville a été pilonnée presque 24 heures sur 24, et son aéroport et des quartiers entiers détruits dans le centre. La télévision serbe a montré des bâtiments détruits et des cadavres.

«Nous avons tout le temps peur à Pristina», dit Zymer Zeqiri, un commerçant de 32 ans qui vient de passer un mois dans une pièce étroite en sous-sol avec sa femme, Lule, enceinte de huit mois, et leurs trois enfants. Mercredi, toute la famille a réussi, après un échec, à passer la

frontière pour rejoindre le camp de Brazda, en Macédoine, en laissant presque tout derrière eux.

La police serbe les avait forcés à quitter les étages de leur confortable appartement. Zymer Zeqiri n'osait pas s'aventurer dans la rue, par crainte des groupes paramilitaires serbes. Lule sortait le moins possible, pour les courses et pour aller, une fois, au centre prénatal de l'hôpital général mais on ne l'y a pas reçue. «Ils ont dit: "Pourquoi êtes-vous ici? Vous n'êtes plus de cette ville", raconte-t-elle.

Associated Press

Série noire

La police britannique craint la poursuite des attentats racistes

MAUREEN JOHNSON ASSOCIATED PRESS

Londres — Inquiétude au sein de la police britannique. Au lendemain de l'attentat qui a fait sept blessés dans le quartier bangladaise de Brick Lane, une semaine jour pour jour après celui visant le quartier noir de Brixton, les enquêteurs craignent en effet hier d'être confrontés à une campagne terroriste raciste contre les minorités ethniques de Grande-Bretagne.

«Nous craignons fortement que la série continue, et ne pouvons en aucune manière exclure d'autres attentats ailleurs que dans la zone de Londres», a déclaré le commissaire David Vaness, de la police métropolitaine.

Un groupuscule néonazi, Combat-18, a revendiqué l'explosion de samedi après-midi dans une rue commerçante de Brick Lane, quartier où vivent de nombreux immigrés du Bangladesh.

Combat-18 fait également partie des mouvements ayant revendiqué le premier attentat, à Brixton le 17 avril, dans un quartier tout aussi populaire et animé, cœur de la communauté noire de Londres, où 39 personnes avaient été blessées.

L'explosif, chargé de clous, et la méthode, sont similaires: la police établit le lien entre les deux crimes, soulignant leur nature raciste. En revanche le bilan à Brick Lane est moins lourd: les blessés, tous originaires du Bangladesh sauf un, n'ont été que légèrement atteints.

Par ailleurs, plusieurs avocats noirs ont reçu des lettres de menace

signées Loups Blancs, groupuscule dissident de Combat-18, dont le nom serait lié à un groupuscule serbe.

Et le *Sunday Telegraph* fait état d'un document de 15 pages, faxé à une radio une semaine avant Brixton, portant la même signature et parlant d'une campagne orchestrée d'attentats: ses auteurs y affirment que d'ici la fin de l'année tous les «non-Blancs et juifs» de Grande-Bretagne seront exterminés. Selon le journal, la police prendrait cette piste au sérieux.

Selon la Commission (gouvernementale) pour l'égalité entre les races, ces attentats sont la réponse de l'extrême droite à l'affaire Stephen Lawrence.

En 1993, cet adolescent noir avait été poignardé par cinq jeunes blancs, jamais condamnés. Un rapport rendu public en février a créé un choc dans tout le pays en soulignant les manquements de l'enquête et en révélant le racisme institutionnalisé au sein de la police britannique.

Pour Claude Moreas, président de cette Commission, ces éléments d'extrême droite «n'aiment pas l'idée qu'on soit allé soulever le tapis pour voir le racisme qui s'y trouve». Une analyse déjà partagée par des responsables de la communauté noire, juste après l'attentat de Brixton.

Les minorités britanniques, majoritairement issues de l'immigration en provenance des anciennes colonies de la Couronne en Asie, Afrique et dans les Caraïbes, constituent 7 % de la population totale, principalement concentrées dans des quartiers populaires des grandes villes, et surtout à Londres.

EN BREF

Constituante: les Vénézuéliens boudent les urnes

Caracas (AFP) — Les Vénézuéliens se sont massivement abstenus de participer hier au référendum sur l'élection d'une assemblée constituante convoquée par le président Hugo Chavez qui sort affaibli de la consultation même si le triomphe du «oui» ne fait pas de doute, selon les analystes. Pendant toute la matinée, le chef de l'Etat lui-même et ses ministres ont lancé des appels répétés à la participation mais à 14h locales, deux heures avant la fermeture des 843 bureaux de vote du pays, les électeurs étaient très peu nombreux à s'être déplacés. Les onze millions d'électeurs étaient invités à répondre par «oui» ou par «non» à la question de savoir s'ils souhaitaient la convocation d'une «assemblée nationale constituante dans le but de transformer l'Etat et de créer un nouvel ordre juridique qui permette le fonctionnement effectif d'une démocratie sociale et participative».

Jérusalem-Est: fermeture près de la Maison d'Orient

Jérusalem (AP) — Israël a fermé hier un local palestinien mitoyen de la Maison d'Orient, complexe qui abrite la représentation palestinienne officielle à Jérusalem-Est. Cette décision s'inscrit dans la volonté de l'Etat hébreu de fermer une série de locaux palestiniens de premier plan dans la partie arabe de la ville sainte. Elle risque d'accroître la tension entre Israéliens et Palestiniens à trois semaines des élections générales du 17 mai en Israël. La police israélienne a affiché un ordre de fermeture sur le local visé, le Club des prisonniers palestiniens. Deux personnes qui se trouvaient à l'intérieur ont quitté les lieux dans le calme. Selon la police israélienne, la fermeture autoritaire de ce local fait suite au refus de ses occupants de le quitter volontairement, comme prévu par un accord conclu entre les deux parties le mois dernier.

Bombe à Kampala

Kampala (AP) — Cinq personnes ont été tuées et 15 autres blessés dans l'explosion d'une bombe dans un quartier pauvre et très peuplé de Kampala, la capitale ougandaise, a annoncé hier la police. L'attentat, commis samedi soir à Kisenyi, dans le centre de Kampala, n'a pas été revendiqué, et la police n'a encore procédé à aucune arrestation. Trois policiers figurent parmi les blessés, selon John Kimera, porte-parole de la police. Début avril, un double attentat dans des stations de taxis avait déjà fait deux morts et 18 blessés dans le centre de la capitale. Les autorités n'ont émis aucun hypothèse pour ces attentats. Mais, de sources indépendantes, on estime qu'ils pourraient être l'oeuvre de rebelles des Forces démocratiques alliées, qui tentent de déstabiliser le régime du président Yoweri Museveni.

Algérie: Bouteflika sera investi demain

Alger (AP) — Le nouveau chef de l'Etat algérien, Abdelaziz Bouteflika, va prêter serment demain et présider dès le lendemain son premier Conseil des ministres, a-t-on appris hier dans son entourage. Le jour de cette investiture, une marche prévue au centre d'Alger pour protester contre les «irrégularités» du scrutin présidentiel du 15 avril dernier a été annulée samedi par les autorités. Les organisateurs ont néanmoins décidé de poursuivre leur action, sans révéler les modalités dans l'immédiat. Djamel Zénati, secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), a fait part de ses craintes pour les libertés. «Il y a une réelle volonté de les restreindre», a-t-il dénoncé.

Sonia Gandhi renonce à former le gouvernement

ASSOCIATED PRESS



Sonia Gandhi

New Delhi — Sonia Gandhi jette l'éponge. La veuve de l'ancien premier ministre indien assassiné Rajiv Gandhi, qui dirige le Parti du Congrès, a renoncé hier à former un nouveau gouvernement.

Cette décision accroît la probabilité d'élections générales anticipées, qui seraient les troisièmes en trois ans.

Le président indien K.R. Narayanan avait demandé au Congrès, deuxième parti au Parlement, de former un nouveau gouvernement après que les députés eurent refusé de justesse leur confiance le 17 avril

à la coalition nationaliste hindoue au pouvoir.

«J'ai dit au président que j'avais fait de mon mieux mais que je n'avais pas pu obtenir un soutien suffisant», a annoncé aux journalistes Mme Gandhi à la sortie de son entrevue avec le chef de l'Etat.

Mais «il n'est pas question de soutenir un troisième ou un quatrième front», a-t-elle ajouté, en faisant allusion aux efforts des communistes et des socialistes en vue de former un gouvernement.

Après ce constat d'échec du parti du Congrès, le président Narayanan a le choix entre trois possibilités:

convoquer des élections anticipées —solution de plus en plus probable—, donner une nouvelle chance aux nationalistes hindous du BJP — qui avaient perdu leur vote de confiance d'une seule voix, ou bien demander à un autre parti de former le gouvernement.

Le BJP, premier parti au Parlement, a fourni au président une liste de 270 députés (sur un total de 543) qui, selon lui, le soutiennent. Ses dirigeants, qui affirment être en mesure de former un nouveau gouvernement, ont demandé au président de leur donner une nouvelle chance.



François CARRIER

Atlas du monde contemporain

Un atlas actuel.

128 pages - 39,95 \$

LIDEC inc.

En vente dans toutes les librairies

É D I T O R I A L

L'avenir de Radio-Canada

La télévision publique au Canada a bien changé au cours de la dernière décennie. À la faveur de compressions budgétaires, le gouvernement canadien a transformé radicalement Radio-Canada dont la mutation est loin d'être terminée. Ses moyens ayant été réduits, se pose maintenant la question de ses orientations à l'occasion du renouvellement de ses licences.

Les relations n'ont jamais été faciles entre Radio-Canada et les politiciens fédéraux qui ont rêvé combien de fois de mettre au pas cette société qu'ils avaient pourtant voulue, au point de départ, indépendante du pouvoir politique dans sa gestion. Il n'y a pas un premier ministre qui, un jour ou l'autre, n'ait tonné publiquement contre la télévision d'État, leurs sautes d'humeur cachant mal leur dépit de ne pouvoir contrôler une entreprise dont l'État assure le financement à hauteur aujourd'hui de 800 millions.

Les libéraux de Jean Chrétien n'échappent pas à cette mauvaise tradition et nombreux sont ceux qui estiment que rarement ces relations auront été aussi tendues que ces dernières années. Le gouvernement Chrétien ne cesse d'attaquer en gestes comme en paroles Radio-Canada et ses dirigeants. La méfiance domine leurs relations depuis ces compressions budgétaires de 414 millions arrêtrées par un gouvernement qui avait pourtant pris l'engagement en campagne électorale de rétablir le financement stable de la société d'État.

En imposant des compressions qui étaient trois fois plus élevées que celles qu'avaient faites les conservateurs en neuf ans, Jean Chrétien signifiait on ne peut plus clairement sa volonté de changer Radio-Canada. Les milliers de mises à pied et les nombreuses fermetures de stations ont eu pour effet, cela allait de soi, de réduire sa taille et, par voie de conséquence, son rôle. La volonté d'Ottawa devint encore plus transparente lorsque plutôt que de restaurer le financement de la télévision d'État, le gouvernement décida de créer un fonds pour les émissions canadiennes ouvert à tous les réseaux. Il ne pouvait y avoir de message plus clair: il n'y aurait pas de retour en arrière.

Ces derniers mois, le mécontentement du gouvernement, plutôt que de s'atténuer, s'accroît. On tenta ainsi de modifier les conditions de nomination du président de Radio-Canada pour qu'il puisse être démis selon le «bon plaisir» du conseil des ministres. Devant la levée de boucliers on retira l'amendement envisagé pour aussitôt indiquer que le mandat de Perrin Beatty ne serait pas renouvelé après septembre 1999. C'était dire qu'on ne voulait plus de lui. Puis, fait sans précédent, le bureau du premier ministre Chrétien protesta publiquement contre la couverture faite par le réseau anglais de l'enquête sur le comportement de la GRC lors de la conférence de l'APEC. Et plus récemment, ce fut au tour de la ministre du Patrimoine canadien, Sheila Copps, d'affirmer publiquement son désaccord avec le plan stratégique élaboré par le conseil de la société d'État à l'occasion des audiences du CRTC sur le renouvellement de ses licences le 25 mai prochain.

Le comportement du gouvernement Chrétien traduit une divergence que l'on devine profonde avec les dirigeants de Radio-Canada sur le rôle de la télévision d'État et la place qu'elle doit occuper dans le paysage audiovisuel de demain. Il est heureux que ceux-ci n'aient pas craint, en proposant une vision de l'avenir de leur entreprise qui mise sur le développement, de porter sur la place publique un débat qui était jusqu'ici restreint aux officines gouvernementales et aux milieux spécialisés.

Le moment pour faire ce débat ne peut être mieux choisi. Au-delà de la symbolique millénariste, il est vrai que le monde de la télévision est en profonde transformation et que la société d'État doit s'y préparer. Les chaînes spécialisées qui se sont multipliées depuis 15 ans ont enlevé une partie importante de leurs auditoires à la plupart des réseaux (exception faite de TVA). Le phénomène s'amplifiera au cours des prochaines années et il faut réfléchir au rôle que doit jouer la télévision publique dans l'avenir et les moyens dont elle doit disposer si on ne veut pas lui réserver la portion congrue du marché. Le réseau anglais de Radio-Canada qui n'a plus que 9,2 % de parts d'auditoire pourrait devenir l'équivalent de Télé-Québec au Canada anglais dans quelques années si l'on ne fait rien pour arrêter le glissement. Le réseau français est en meilleure position avec 18,6 % de parts d'auditoire, mais c'est à peine plus que l'ensemble des chaînes spécialisées francophones.

La stratégie proposée par Radio-Canada consiste à miser d'abord sur une télévision généraliste qui rejoigne le plus vaste auditoire possible. À cet égard, on ne veut rien abandonner, surtout pas le sport. Puis, on entend suivre les auditeurs là où ils vont en créant des chaînes spécialisées comme le Réseau des arts. Avoir le plus grand nombre possible d'auditeurs est essentiel pour remplir le mandat de promotion de l'identité culturelle canadienne qui est celui de Radio-Canada. Mais cela est aussi essentiel aux revenus publicitaires qui lui sont de plus en plus indispensables.

Dans ce débat, le secteur privé fait entendre sa voix de plus en plus vigoureusement car il y a un enjeu important qui, on le devine, est tout simplement financier et a trait au partage de la tarte publicitaire. Le gouvernement pour sa part n'a pas indiqué ouvertement ses couleurs, si ce n'est les interventions impromptues d'une Sheila Copps ou de députés libéraux qui souhaitent que la société d'État restreigne ses champs d'interventions au plan national pour laisser la télévision locale au privé.

Le plan stratégique proposé par Radio-Canada n'entraîne pas une adhésion spontanée à tous ses éléments. L'abandon de la présentation des événements sportifs à la télévision privée est certainement l'une des questions à débattre. Cela libérerait des créneaux horaires qui pourraient être consacrés aux dramatiques et aux émissions culturelles qui sont certainement une voie d'avenir pour la télévision et qui correspondent beaucoup mieux aux attentes des auditeurs de la part d'une télévision publique.

Avant de faire un tel choix, il serait utile toutefois de connaître l'engagement du gouvernement canadien à l'endroit de Radio-Canada. Personne ne croit que l'on s'approprie à la privatiser ou à mettre la clé sous la porte. Mais il faudrait savoir si pour faire la promotion de l'identité culturelle canadienne celle-ci est toujours l'outil privilégié qu'elle est censée être ou simplement une parmi d'autres, ces autres étant la télévision privée. Il faudrait savoir, si la réponse est positive, quel appui financier on est prêt à lui donner si, le cas échéant, on exigeait d'elle des changements comme l'abandon des événements sportifs ou de l'information locale. Il faudrait également savoir, si cette réponse était négative, quelles exigences le gouvernement aurait à l'endroit de la télévision privée. La réponse à ces questions permettrait de juger ce qu'Ottawa veut vraiment faire de la télévision publique.

bdescoteaux@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON
Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
PIERRE CAYOUILLE, NORMAND THERIAULT
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes et marketing MARTINE DUBÉ



LETTRES

Coûts de construction d'usines d'épuration...

C'est avec étonnement que j'ai pris connaissance de l'article publié dans *Le Devoir* du lundi 29 mars, sous la plume de Louis-Gilles Francœur. Le journaliste y reprend, semble-t-il intégralement, les propos d'un fonctionnaire du ministère des Affaires municipales et de la Métropole, Tony Di Fruscia, propos tenus lors de la conférence scientifique Americana 1999.

Selon M. Di Fruscia donc, des économies moyennes de 40 % auraient été réalisées dans les coûts de construction des usines d'épuration depuis que le Programme d'assainissement des eaux du Québec (PAEQ) est passé du ministère de l'Environnement au ministère des Affaires municipales, et qu'il est devenu le PADEM, le Programme d'assainissement des eaux municipales.

Comme tout contribuable, je me réjouirais de tant d'efficacité si ce n'était que comme président-directeur général de la Société québécoise d'assainissement des eaux (SQAE), responsable de l'administration de plus de 50 % des investissements qu'aura nécessités le PAEQ, je sais que ce pourcentage de 40 % est grossièrement exagéré.

En effet, je tiens à souligner que c'est nous qui avons communiqué à M. Di Fruscia les données relatives aux coûts de construction d'une centaine de petites usines d'épuration érigées sous l'empire du PAEQ. En aucun cas, ces données ne devaient et ne pouvaient servir à comparer les deux programmes. Pourquoi? Tout simplement parce que les normes imposées par l'un et l'autre sont tellement différentes qu'à moins de les pondérer, cela reviendrait à comparer des pommes et des oranges.

Or ce n'est pas faire injure au PADEM que de reconnaître que plusieurs de ces paramètres essentiels (normes de construction, grandeur des bassins de rétention, normes de rejets, équipements de laboratoire) ont été revus à la baisse si on le compare au PAEQ.

Qu'il y ait là des économies n'a pas de quoi sur-

prendre. C'est le contraire qui aurait été étonnant! On sait de quoi on parle, puisque la SQAE a été choisie par plus de 30 municipalités pour gérer la construction de 21 usines d'épuration dans le cadre du... PADEM.

Il va de soi que si les coûts de construction d'usines d'épuration n'ont pas chuté de 40 %, comme l'affirme M. Di Fruscia et *Le Devoir*, mais d'un plus modeste 15 %, comme l'admettait lui-même le fonctionnaire du MAMM à la fin de sa conférence, les accusations de laxisme et de copinage dans la gestion du PAEQ n'ont plus guère de fondement.

À cet égard, j'aimerais souligner les faits suivants...

Les fonctionnaires qui supervisaient le PAEQ au ministère de l'Environnement sont les mêmes qui ont supervisé le PAEQ et le PADEM au ministère des Affaires municipales et de la Métropole.

Dans le cas des deux programmes, les projets étaient soumis au même mécanisme d'appel d'offres. Dans les deux cas, les coûts de construction des usines sont contrôlés dans le cadre d'enveloppes budgétaires fermées.

Et finalement, les firmes sélectionnées dans l'un et l'autre programmes sont les plus expérimentées et les plus efficaces. Bref, le plus souvent les mêmes.

Guy Leclerc
Président-directeur général
Société québécoise d'assainissement des eaux
Montréal, 1^{er} avril 1999

... Des données standardisées

M. Di Fruscia avait standardisé les données qu'il me présentait, m'avait-il expliqué lors de l'entrevue qu'il m'accordait.

Ces données s'appliquaient uniquement aux usines d'épuration comme telles, si mon souvenir est exact, à l'exclusion des autres coûts. Pour le reste, il ne m'appartient pas de discuter ses données, son analyse et ses conclusions qui ont été présentées en public.

Louis-Gilles Francœur

La violence à nos portes

Auparavant, la violence n'existait qu'ailleurs; maintenant, elle est à nos portes. Il n'est pas loin le jour où nous craindrons de sortir le soir, où nous devrons barricader nos portes en tout temps, où des barreaux s'imposeront à nos fenêtres, où nous n'oserons pas nous aventurer seuls dans le métro, où nous ne serons pas à l'abri d'une tuerie en cascade comme c'est le cas aux États-Unis. Notre pays, exempt d'horreurs du genre, est en train de se convertir à la violence. Entartages (violence déguisée), coups de bâton dans une porte, coups de couteau, meurtre d'un ex dont on ne peut accepter la séparation... Il y a escalade ici, et c'est vers le pire!

Réalisons-nous que nous sommes partiellement responsables de cet état de choses? Le fait de laisser nos jeunes regarder des films de violence à la télé, le fait d'encourager notre fils à battre son copain au hockey, le fait d'aller visionner les films de Rambo dès leur sortie (nous procurons aux réalisateurs l'argent pour en produire d'autres), le fait de nourrir de la haine dans notre cœur pour un voisin, un parent, un ex-conjoint ou une ex-conjointe, contribuent à développer la violence.

La paix commence par nous. Faisons notre examen de conscience. Le jour où chacun agira conformément à ses croyances, le jour où chacun cultivera l'amour dans son cœur, ce jour-là, il y aura moins de violence dans le monde.

Francine Paradis
Sainte-Dorothée, avril 1999

Le courrier des lecteurs

Nous publions dans cette section de la page éditoriale une sélection de lettres de lecteurs. Les lettres sont envoyées à l'adresse suivante: Courrier des lecteurs, *Le Devoir*, 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal H3A 3M9, ou encore, si par courriel, à: lettres@ledevoir.ca. Toutes les lettres doivent être signées et comporter l'adresse et le numéro de téléphone où le signataire peut être joint. Elles doivent éviter les attaques personnelles. Nous retenir en priorité les lettres courtes et dactylographiées.

REVUE DE PRESSE

Le grand schisme

Assistons-nous à la naissance d'une nouvelle guerre froide? La religion et la psychanalyse aident-elles à expliquer la fracture en Europe? Le Monténégro va-t-il sombrer dans la guerre civile?

CLAUDE LÉVESQUE
Le Devoir

The Economist note que le refroidissement dans les relations entre la Russie et l'Occident s'est accentué avec la guerre en Yougoslavie. «L'envoi de troupes au sol au Kosovo [...] serait un affront de plus à la dignité de la Russie», s'inquiète l'hebdomadaire britannique. Le Kosovo coïncide avec deux autres événements qui soulignent l'humiliante faiblesse de la Russie, soit le sommet de l'OTAN et les négociations ardues qu'elle mène avec le FMI. Le discours belliqueux de Moscou et sa solidarité officielle avec les Serbes s'expliquent avant tout par sa volonté de jouer un rôle visible sur la scène diplomatique. Et justement, la Russie pourrait utilement contribuer à résoudre la crise yougoslave en fournissant à Slobodan Milosevic une sortie honorable. Mais la crédibilité de la Russie est en jeu. Elle ne pourrait plus aspirer à entrer au club des démocrates si elle aidait Milosevic à s'en ti-

rer sans respecter les exigences occidentales telles que stipulées à Rambouillet. La Serbie n'a plus d'autres amis que la Chine, la Corée du Nord et la Russie.

«Est-il vraiment dans l'intérêt [de cette dernière] de risquer sa réputation dans le monde démocratique en appuyant un régime qui a commis les pires exactions de l'Europe moderne? Si telle est la ligne de front dans une nouvelle guerre froide, eh bien soit.»

Un autre point de vue et un autre style pour décrire le nouveau schisme: celui de la psychanalyste Julia Kristeva. Dans le quotidien *Le Monde*, celle-ci se penchait récemment sur le rôle qu'y joue la religion orthodoxe. Kristeva oppose d'un côté la valorisation de l'entendement et l'idéal de liberté individuelle et, de l'autre, la tradition byzantine, plus mystique, qui exalte l'«intimité religieuse» et la «communauté ecclésiastique». Elle estime que cet élan de ferveur s'est transféré dans le mouvement nihiliste, ainsi que dans «les courants athéistes et communistes. De telle sorte que ces idéologies apparemment libératrices et critiques se transforment en idéologies religieuses de fait, en ce sens qu'elles reposent sur l'appartenance affective non critique des sujets qui s'en réclament.»

Un brin compliqué? Attendez la suite. Selon Kristeva, la conception orthodoxe de la Sainte Trinité (vous savez: le Père, le Fils et le Saint-Esprit) empêche la libération œdipienne et par consé-

quent l'individuation. Ce qui expliquerait le surprenant voisinage en pays slave du grégorisme national et religieux et de la révolte, totale mais tristounette, des nihilistes. On termine par ce détail moins ésotérique: depuis l'Empire byzantin, l'Église orthodoxe a toujours été dépendante du pouvoir politique, qui s'en est servi comme d'un instrument.

«Économiquement faible et socialement divisé, le Monténégro serait un terrain fertile pour une guerre civile si l'armée fédérale commandée par le président yougoslave Slobodan Milosevic essayait de renverser le président pro-occidental de la petite république, Milo Djukanovic», indiquait récemment le *Financial Times*. Depuis 1997, les relations entre le Monténégro et la Serbie se sont détériorées au point que la Yougoslavie ne doit plus son statut de fédération qu'à l'existence d'une monnaie et d'une armée communes. Et encore: en cas de conflit, les conscrits monténégrins pourraient bien se ranger derrière Djukanovic, contre Milosevic. En revanche, ce dernier peut creuser les divisions qui minent la société monténégrine: divisions entre les générations, entre les clans et entre les classes sociales. «Comme si ce n'était pas déjà assez compliqué, 20 % de la population du Monténégro est constituée d'Albanais de souche ou de Slaves musulmans, dont les chefs appuient le gouvernement de coalition de Djukanovic et redoutent la domination de Belgrade.»



La presse
du monde

IDÉES

Les PME et l'exportation

Objectif monde

Les Beaucerons ne doivent pas être les seuls dépositaires du slogan: un village, une PME. Tout le Québec peut et doit relever le défi de la mondialisation.

ANDRÉ JOYAL

Professeur d'économie à l'UQTR, responsable de la recherche pour la Fondation canadienne de restructuration rurale et auteur de: Des PME et le défi de l'exportation (Presses Interuniversitaires).

«**Q**uand je vais aux États-Unis, j'explique à mes clients que je ne vends pas un prix mais un produit de qualité supérieure. Je leur fais accepter de payer plus cher que pour le même produit fabriqué chez eux.» Cette remarque d'un dirigeant d'une PME de la région de Lanaudière représente bien l'état de la situation d'un nombre grandissant de nos PME. Nos travaux, sur les PME en milieu non métropolitain (centre du Québec), effectués en collaboration avec mon collègue géographe Laurent Deshaies, confirment que la faiblesse du dollar canadien n'explique pas tout, le savoir-faire de nos entreprises étant l'élément déterminant.

Bien sûr un dollar inférieur à 75 cents représentera toujours un facteur non négligeable dans le succès d'une implantation sur le marché américain. Mais comme les premiers efforts de conquête du marché américain faits par les PME québécoises remontent aux années qui ont précédé l'accord de libre-échange, des pionniers ont su adapter leur stratégie sans trop se fier à la faiblesse relative de notre monnaie. Mais s'il y a matière à pavover, comme ce texte vise à le démontrer, beaucoup reste à faire.

La comparaison avec d'autres pays montre l'importance du chemin restant à parcourir. La part des exportations des PME dans les exportations totales de pays comme la Suède, l'Italie, la Finlande, les Pays-Bas et la Grèce se situe respectivement à 36 %, 25 %, 21 %, 20 % et 19 %. Avec une part inférieure à 15 %, les PME québécoises demeurent fortement en retrait. Mais, encore une fois, l'exemple de pays étrangers fait prendre conscience des possibilités d'amélioration. Ainsi, selon une étude de l'OCDE, au Danemark, les exportations de la part d'entreprises de moins de 200 employés se sont accrues de 29,5 % entre 1986 et 1990, alors que les exportations des grandes entreprises n'ont augmenté que de 17,8 %. Le même phénomène s'observe en Grèce où les firmes exportatrices de moins de 50 employés ont vu, pour la même période, leurs exporta-

tions s'élever de 7 % en comparaison à 4 % pour celles qui avaient plus de 100 employés. Ces chiffres font comprendre l'objectif du gouvernement québécois de vouloir favoriser, d'ici la fin de l'année, l'avènement de 2000 nouvelles PME exportatrices alors que leur nombre, en 1990, s'élevait à 1942. Il faudra qu'elles soient de classe mondiale en respectant les facteurs mis en évidence par Pierre Fortin pour accroître leur productivité. À savoir:

- mise à jour continue de l'information stratégique;
- adoption des meilleures technologies;
- amélioration constante de l'organisation du travail;
- choix opportun des produits et des investissements;
- main-d'œuvre compétente;
- développement d'un bon réseau d'information.

Ce dernier élément a également été mis en évidence par les travaux de notre collègue Pierre-André Julien de l'IRPME.

Des PME innovantes

L'innovation fait l'objet d'une attention grandissante de la part de dirigeants des PME québécoises. Non seulement plus des deux tiers d'entre elles se sont réorganisées depuis 1990, mais pas moins de 70 % se sont engagées des dernières années dans un processus visant à modifier les méthodes de travail dans le but d'accroître leur performance. Pour évaluer le côté innovateur des PME étudiées nous avons retenu les critères suivants: l'existence de R&D, la certification ISO, l'adoption de nouvelles technologies, la modification des produits, la création de nouveaux produits et la formation de la main-d'œuvre. Les PME exportatrices du centre du Québec s'inscrivent parfaitement dans ce processus.

Ainsi les secteurs de l'industrie du bois et du meuble ne doivent pas rappeler ce que l'usage courant a longtemps désigné comme un secteur mou ou traditionnel. Dans le premier cas, il s'agit bien de produits élaborés comme des cerceaux de niveau haut de gamme, des panneaux isolants structuraux pour les maisons (cette technologie est en voie de remplacer le traditionnel «deux par quatre») ou encore des bâtons de hockey de niveau très haut de gamme. Quant au secteur du meuble, ici c'est le design et la technologie qui confèrent à ces entreprises leur caractère innovant. Dans le secteur de la machinerie,

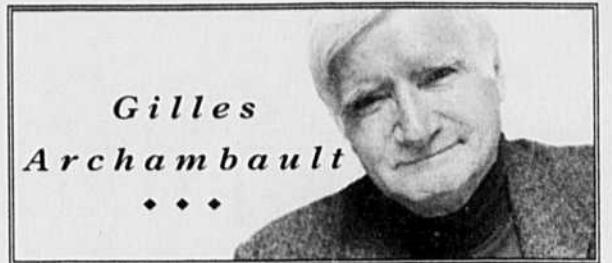
une entreprise offre l'exemple de système d'attache automatique tout à fait inédit pour fourrages, presses à foin et tracteurs agricoles. Dans le même secteur, une entreprise fabrique des enrubanneuses de fourrages dont on ne trouve pas l'équivalent sur le marché. Pour ce qui est du matériel de transport, une entreprise se spécialise dans la fabrication de bennes de camion monococques dont la spécificité permet l'exportation aussi loin qu'en Australie. Ceci alors qu'un autre entreprise parvient à vendre ses cylindres hydrauliques dans pas moins de 18 pays.

Une entreprise de matériel électrique, créée en 1988, a débuté ses exportations cinq ans plus tard. En 1995, grâce à un marketing particulièrement dynamique, l'entreprise écoulait déjà 15 % de la valeur de ses systèmes lumineux à fibres optiques sur le marché américain. Ce secteur étant en pleine expansion, la part des exportations est appelée à s'élever considérablement. Dans un secteur d'activité connexe, une autre entreprise, également de création récente, ambitionne de devenir le leader mondial dans le domaine des produits de gestion informatisée des différents systèmes qui équipent les véhicules d'urgence, de transport ou de service. Sept de ses 22 employés sont spécialement affectés à la recherche et le développement. Les exportations représentent pour cette entreprise la principale possibilité d'expansion.

Ces illustrations montrent que ces PME, de taille restreinte, exportent depuis peu de temps une proportion non négligeable de leur production. Malgré la présence d'entreprises œuvrant à l'intérieur de secteurs jugés traditionnels, celles-ci offrent toutes les caractéristiques qui permettent leur association à des entreprises innovantes.

Une hirondelle ne fait pas le printemps mais quand un volier se montre, c'est bon signe. Ce que l'on doit retenir, c'est qu'il se fait des choses intéressantes dans le domaine industriel au Québec et pas seulement dans les grands parcs industriels de la région métropolitaine. Alors que Solidarité rurale vient de tenir à Pointe-au-Pic son huitième rassemblement annuel, il serait bon que cet organisme regarde dans sa propre cour (région du centre du Québec) les expériences heureuses dont le Québec rural pourrait tirer profit. Car les Beaucerons ne doivent pas être les seuls dépositaires du slogan: un village, une PME. Tout le Québec peut et doit relever le défi de la mondialisation.

70 %
des PME
ont
commencé
à modifier
leurs
méthodes
de travail
dans le but
d'accroître
leur
performance



Gilles
Archambault
...

L'émotion est à son comble

Combien de fois au cours de ma triste et en même temps réjouissante vie ne m'a-t-on pas dit: «Tu es trop sensible!» Au début, je ne m'en cache pas, j'en étais même flatté, me disant que j'acquiesçais ainsi le droit de pleurer à tout bout de champ.

Ce n'est pas tellement que mes larmes se soient taries, mais je supporte moins bien le recours à l'émotion. Avez-vous remarqué à quel point tout le monde est ému par les temps qui courent? On ne pense pas volontiers, mais on est attendri avec volupté par la moindre chose.

J'en veux pour preuve toute récente l'affaire Gretzky. Un hockeyeur prend sa retraite. Il n'y a pas été forcé par une multinationale trouvant plus profitable de faire fabriquer ses bidules au Punjab plutôt qu'à Pointe-aux-Trembles. Il a décidé qu'à 38 ans il était temps de ne plus courir après une pièce de caoutchouc en somme parfaitement insignifiante.

L'homme est multimillionnaire et a fait de judicieux placements d'affaires, à ce qu'il semble. Pas antipathique pour deux sous, il a un mot gentil pour tout le monde, en commençant par son papa.

On parle même de lui comme du prochain gouverneur général du Canada. Rien d'étonnant à cela. N'a-t-il pas réussi à faire sa marque aux États-Unis, ce qui est signe de succès au nord de la frontière? Pendant qu'on inonde le Québec de publicité tendant à avaliser l'idée que le Canada est un grand et vaste pays unifié par une culture commune, Torontois et Vancouverois n'ont d'yeux que pour New York et Los Angeles.

Pourquoi Gretzky ne serait-il pas gouverneur général? Il n'a pas l'air plus gauche que celui qui actuellement décerne des médailles de l'Ordre du Canada à la volée. On ne lui connaît aucun dérapage. Avec la Merveille (non, mais vraiment!), le jupon ne dépasse jamais. Du bon monde, affable; est-ce sa faute s'il ressemble à Lady Diana?

Il ne parle pas français, quelle importance! Après un mois chez Berlitz, si on ne le dérange pas trop par des demandes d'autographes, il maîtrisera notre langue au moins aussi bien que Paul Martin. Peut-être même pourra-t-il reprendre Jean Chrétien et Dan Boudria lorsque ces derniers feront de la peine à Mme de Villers.

Vous avez sûrement compris que je n'en veux pas à cet escogriffe autrement plus charismatique que le pitoyable Lindros ou le minable Recchi. En réalité, je n'en veux à personne. Relent d'une enfance sensible ainsi qu'il est dit d'entrée.

Mais croire que c'est avec émotion que je reçois sa décision de ne plus porter son armure sur les patinoires diverses de l'Amérique du Nord serait parfaitement erroné. La retraite de cet homme me touche autant que me touchera celle de Pierre Bourque ou celle de William Johnson.

Pour tout dire, je n'en ai rien à cirer. Cette nouvelle qui nous est parvenue au milieu d'informations autrement plus préoccupantes touchant l'Algérie ou le Kosovo n'est qu'un fait divers.

Un fait divers qui a son importance dans les cercles tout de même limités du sport. Pourquoi de toute manière s'étonner d'une telle décision? Espérait-on que ce grand enfant s'amuserait sur la glace jusqu'à 60 ans? Souhaitait-on qu'on lui verse pour cela des points Air Miles en plus de son salaire?

La nostalgie causée par son départ? Je ne crois pas qu'elle m'affecte beaucoup. Gretzky évanouit, on se tournera ailleurs pour les exploits. Il y avait d'ailleurs quelques saisons, comme il était normal, qu'il n'était déjà plus que le souvenir de l'athlète qu'il avait été.

Mais jusqu'à où ira-t-on dans la surenchère émotive? À force d'être ému de la sorte n'en arrivera-t-on pas à pleurer dès que Lucien Bouchard évoquera la possibilité que les conditions gagnantes soient avérées à l'automne de 2002 ou que les éboueurs passent le lundi plutôt que le mardi?

Pas de doute, nous vivons dans l'émotion par-dessus la tête. Quand Ford ne nous apprend pas qu'un de ses bolides vaut 399 \$ par mois, on nous glisse à l'oreille que sa participation au capitalisme est «de cœur et d'acier». Je ne serais pas étonné d'apprendre que certains téléspectateurs sont émus à l'écoute de cette confession.

Je vous le dis, c'est l'émotion qui nous domine. Ce n'est pas pour rien que les politiciens n'ont en général aucune idée. Il leur suffit de visiter un hôpital ou un foyer pour personnes âgées.

L'émotion est rentable. Pourquoi me suis-je arrêté trop tôt dans une voie où je brillais de tous mes feux? Il est vrai que le seul moteur que je me connaissais alors avait à voir avec la compassion. J'aimais les paumés, je me croyais parfois à plaindre (à tort), mais jamais je n'aurais pu au fond adopter l'émotion comme règle de vie.

Oui, vraiment, l'émotion est à son comble.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 7000 signes (y compris les espaces) ou 1000 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

Débat sur l'identité québécoise

Un nationalisme non fondé sur l'ethnicité

On cherche à caricaturer la nation québécoise comme un regroupement ethnique pour invalider le nationalisme québécois et laisser entendre qu'il est fondé sur l'exclusion

MICHEL SEYMOUR

auteur de La Nation en question (éditions de l'Hexagone, 1999)

Premier d'une série de deux textes

Le débat autour de l'identité québécoise est important, puisqu'il faut combattre l'idée que le nationalisme québécois est fondé sur l'ethnicité. Cette caractérisation est depuis longtemps fautive et odieuse, mais elle est encore véhiculée pour des raisons politiques par des leaders d'opinion du Canada anglais et par certains témoins du gouvernement fédéral. L'un des moteurs les plus importants du nationalisme québécois aura depuis toujours été la défense de la langue française et la promotion de la culture québécoise, mais cette langue et cette culture sont devenues maintenant la langue et la culture publiques communes de tous les Québécois et Québécoises. Le nationalisme québécois ne privilégie donc aucun groupe ethnique particulier.

Une communauté inclusive

On souhaite que ce débat puisse nous permettre de démontrer au moins deux choses. Tout d'abord, la notion de peuple fondateur, qui rend adéquatement compte d'une partie de notre histoire et qui renvoie au peuple canadien français, ne peut plus rendre compte de la conscience nationale actuelle des Québécois et Québécoises. Ceux-ci croient maintenant majoritairement (77 %) en l'existence d'un peuple québécois. La notion de peuple fondateur est toujours utile pour caractériser la perception que les Québécois et Québécoises se sont faite, en 1867, du pacte qui a donné lieu à la création de la fédération canadienne. Il s'agissait alors, selon eux, d'un pacte entre la nation canadienne française et la nation canadienne anglaise. Soit dit en passant, cette interprétation n'a jamais été partagée par le Canada anglais. Quoi qu'il en soit, l'expression «peuple fondateur» est maintenant trompeuse aux yeux des Québécois et Québécoises eux-mêmes, car elle ne peut servir à désigner le peuple québécois actuel. Elle laisserait en effet entendre que ce peuple est composé seulement de «Canadiens français». Or, presque plus personne au Québec n'emploie l'expression «canadien français» pour désigner le peuple que nous sommes devenus. Depuis les années soixante, le Québec est passé d'une conception purement culturelle de la nation canadienne française à une conception de la nation québécoise incluant l'ensemble des citoyens québécois. Voilà pourquoi nous ne devons plus utiliser l'expression «peuple fondateur» pour désigner le peuple québécois. Telle est la première chose qu'il nous faut retenir.

Une majorité nationale

La seconde chose à dire est qu'il n'existerait pas de nation québécoise si la majorité de langue maternelle française n'existait pas sur le territoire québécois. Même si la na-

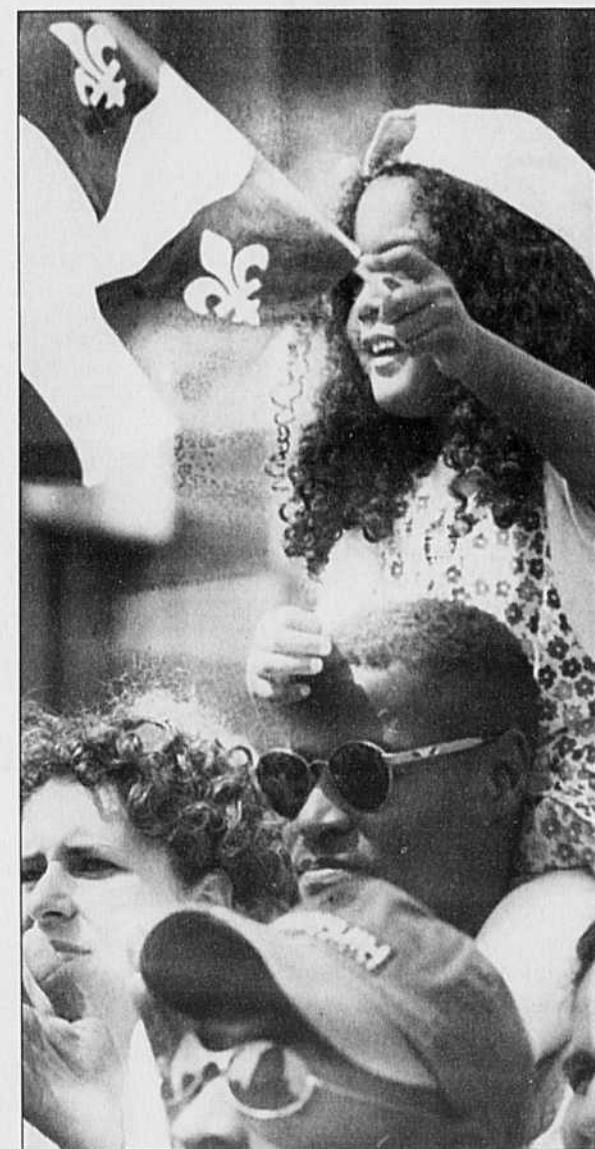
tion québécoise est inclusive et qu'elle rassemble l'ensemble des citoyens québécois, elle n'existerait pas si elle ne contenait pas sur son territoire la majorité des individus qui ont à la fois la langue maternelle française, ainsi que la culture et l'histoire québécoises. En effet, il ne suffit pas d'affirmer une citoyenneté commune pour parler d'une nation québécoise. Après tout, il existe bien une citoyenneté ontarienne commune, et pourtant il ne viendrait à l'idée de personne de parler d'une nation ontarienne. La raison est que l'Ontario ne rassemble pas la majorité des individus ayant à la fois comme traits caractéristiques communs la langue maternelle anglaise, ainsi que la culture et l'histoire canadienne anglaise. En somme, sans la majorité nationale des francophones québécois, il n'y aurait pas de nation québécoise.

Mais cela ne veut pas dire que les «véritables» Québécois et Québécoises sont ceux dont la langue maternelle est le français. L'expression «véritables Québécois» est odieuse et elle n'est employée que par les adversaires du nationalisme québécois et que par quelques nationalistes attardés. Ainsi, pour comprendre la nation québécoise, il ne faut pas considérer seulement ce qui rassemble l'ensemble des citoyens du Québec, car il faut aussi tenir compte de certaines différences importantes au sein de la population. La nation québécoise n'est pas qu'une communauté politique, car elle est aussi sur le plan sociologique composée d'une majorité nationale de francophones, d'une minorité nationale (ou historique) d'anglophones (au sens où ces derniers sont l'extension minoritaire d'une majorité nationale voisine), et d'individus ayant d'autres origines. La nation québécoise est pour cette raison une nation pluriculturelle et multiethnique.

Les deux idées que je viens d'expliquer sont au fond très simples. Elles tiennent compte à la fois de la nature civique de notre nationalisme et de la perception que les Québécois se font d'eux-mêmes, car tous ressentent que la présence d'une majorité nationale de francophones joue un rôle déterminant dans l'existence de la nation québécoise. Ces deux idées peuvent être admises par tous, que l'on soit fédéraliste ou souverainiste, nationalistes ou anti-nationalistes. Si on les accepte, on s'éloigne alors autant d'une conception ethnique ou purement culturelle de la nation, que d'une conception exclusivement civique.

Quelques questions non résolues

Comment se fait-il qu'il soit si difficile de faire admettre l'existence d'une nation québécoise inclusive qui n'existerait toutefois pas sans la présence d'une majorité nationale francophone québécoise? Pourquoi sommes-nous encore confrontés à un débat sur cette question? La première raison est fondamentalement politique. On cherche à tout prix à caricaturer la nation québécoise comme un regroupement ethnique pour invalider le nationalisme québécois et laisser entendre qu'il est fondé sur l'exclusion. On espère de cette manière éloigner les Québécois et Québécoises qui sont tentés de souscrire à la souveraineté du Québec. Mais par-delà les enjeux politiques, on invoque



ARCHIVES LE DEVOIR

L'expression «peuple fondateur» laisserait en effet entendre que ce peuple est composé seulement de «Canadiens français».

aussi parfois l'importance de l'adhésion volontaire à la nation. Selon certains, plusieurs Anglo-Québécois et plusieurs allophones ne semblent pas entretenir un sentiment d'appartenance à la nation québécoise. Or, ne faut-il pas une telle adhésion pour parler d'une nation? Comme nous le verrons demain, la réponse à cette question nous oblige à faire quelques distinctions fondamentales entre la citoyenneté juridique, la citoyenneté au sens politique de l'expression, et le sentiment d'appartenance.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Louis Lapierre (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Jean Chartier (vie urbaine), Yves d'Avignon (sports), Paule des Rivières (éducation), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Judith Lachapelle, Louise Leduc, Kathleen Lévesque (actualités politiques municipales), Caroline Montpetit, Isabelle Paré (santé), Jean Pichette (justice), Odile Tremblay (horizons), Michel Garneau (caricaturiste), Dine Précourt (pages éditoriales), responsable des pages thématiques; Martin Ducloux et Christine Dumazet (relateurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre, danse), Paul Cauchon (médias), Marie-Andrée Chouinard (livres et politiques culturelles), Brian Myles (cinéma), Jean-Pierre Legault, Clément Trudel (musique); à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Benoît Mungier, François Normand, Serge Truffaut, Claude Turcotte; à l'information internationale : Jocelyn Coulon (adjoint au directeur de l'information), Guy Taillefer (éditorialiste), Claude Lévesque; à l'information politique : Pierre O'Neill, Manon Cormier (correspondante parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction), Julie Tremblay, Marie-Claude Petit (communis); La documentation : Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Martine Dubé (directrice), Daniel Barbeau (directeur adjoint), Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslain Côté, Marlene Côté, Louane Lavoie, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruelland (Québec), Saint-Hilaire (publicitaires); Manon Blanchette-Turcotte, Geneviève Landry, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon; Martine Bérubé (secrétaire); LA PRODUCTION Jocelyn Arsenault (directeur des approvisionnements, distribution et production), Marie-France Turgeon (responsable de la production), Claudine Bédard, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Christian Goulet, Marie-Josée Hudon, Christian Vien, Yanick Martel, Olivier Zaida. SERVICE À LA CLIENTÈLE Johanne Briente (responsable), Hélène Gervais, Évelyne Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne-d'Arc Houde (secrétaire à la direction); Céline Puroy, Patrick Inhake (contrôleurs), Ghislaine Lafleur, Danielle Nantel (secrétaire administrative), Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président exécutif) et directeur général.

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

GILBERT

SUITE DE LA PAGE 1

Tout, dans la société actuelle, soutient-il, est misé sur les possessions matérielles et le «paraître». «C'est catastrophique, prévient-il, parce que l'être intérieur n'existe plus.» La jeunesse d'aujourd'hui n'a plus d'héritage spirituel, soutient-il. Et, ce qui n'arrange rien, de part importante des jeunes est condamnée au chômage. Ce sentiment d'inefficacité en société est terrible «quand on sait la formidable puissance de vie qui bouillonne dans un jeune» écrit Guy Gilbert, dans *La Violence*, un appel, publié aux éditions du livre ouvert. Cette puissance de vie qui se traduit souvent en coups de poings sur la gueule...

Cette violence l'interpelle à chaque fois et le pousse à chercher des solutions.

«On baigne dans la violence, d'accord, écrit-il, mais ne diluons pas les responsabilités... À partir du moment où nous nous plaignons des jeunes d'aujourd'hui, de l'état de la société, nous sommes tous engagés. On cible toujours très mal les responsabilités. Dès lors que moi je suis responsable, alors il y a quelque chose qui change.»

Et d'abord et avant tout, il faut «prendre le temps» d'être avec les jeunes. Guy Gilbert se souvient avec tendresse de ce cadre dans un supermarché qui avait refusé une promotion importante pour passer plus de temps avec ses enfants. L'abbé se dit un grand rebelle. Il suggère au gouvernement de Lucien Bouchard de «payer les Québécois sur leur comportement au travail» plutôt que sur leur performance. Parmi les jeunes perdus qu'il aide, Guy Gilbert dit chercher la part de «cristal».

Dans la ferme qu'il a bâtie en Provence, des jeunes, qui n'ont parfois jamais vu la nature ailleurs qu'à la télé, apprennent à prendre soin des bêtes. «Nous avons perdu notre sens animal, dit-il. Nous pouvons le retrouver dans la proximité des petits et dans l'émerveillement de la nature.» L'abbé n'est pas sans relever que lors d'un sondage mené auprès de 5000 jeunes de 45 pays différents, 82 % ont répondu que le robot Terminator, qui peut tout détruire sur son passage, était leur personnage favori.

Or, la ferme de Faucon, dit-il est paradisiaque, «il est important que les jeunes baignent dans la beauté», dit-il. Si le séjour moyen des jeunes à la ferme est d'environ un an, Guy Gilbert et son équipe y offrent aux jeunes un soutien qui durera toute la vie. «L'enfant se construit par le regard de l'autre», soutient-il. Aussi, même lorsqu'un jeune est incarcéré après être passé à Faucon, Guy Gilbert continue de lui envoyer des photos de lui et des animaux, chaque mois.

À la ferme, les jeunes sont invités à choisir un animal et les tâches qu'ils doivent accomplir. Ensuite, ils doivent s'y tenir, et les horaires sont assez stricts, dit-il. Guy Gilbert se dit «rempli d'espoir».

Il en a contre bien des violences. Celles de la drogue et de l'alcool, et aussi celle de l'argent, et celles du suicide et du viol. Un chapitre de son livre s'intitule: *Sexualité, de la violence à la tendresse*. «L'animal ne peut pas violer, écrit-il, mais les humains le peuvent puisque l'intelligence et la volonté peuvent sournoisement forcer quelqu'un.» Aux jeunes violents, il tente d'inculquer qu'«autour d'un sexe, il y a un cœur, une sensibilité, un immense besoin de tendresse». Mais «il y a quand même quelque chose de nouveau, écrit-il. Il n'y a plus cette «tolérance» vis-à-vis du viol, qui existait avant».

EN BREF

Dix millions de visiteurs

Hull (PC) — Après seulement trois ans d'existence, le Casino de Hull a accueilli dix millions de visiteurs. Le Casino de Hull a accueilli des visiteurs dans une proportion de près du double des prévisions d'achalandage établies à son ouverture le 24 mars 1996.

Nouveau virus

(Le Devoir) — Après le virus Melissa, les internautes s'inquiètent maintenant du passage du virus Chernobyl, créé pour «célébrer» le treizième anniversaire de l'explosion nucléaire en ex-U.R.S.S. Le virus, aussi appelé CIH, devrait faire ses ravages aujourd'hui.



S.V.P. Assurez-vous de recycler ce papier journal.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier électronique redaction@ledevoir.com
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces

et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. Licence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québec Inc., 909, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépot légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Les péquistes tiennent à la carte d'électeur, mais pas aux Expos

MARIO CLOUTIER
LE DEVOIR

Trois-Rivières — Les militants du Parti québécois tiennent mordicus à ce que les électeurs présentent une carte avec photo et adresse afin de pouvoir voter lors d'un prochain scrutin référendaire ou électoral. Les péquistes ont adopté hier une résolution en ce sens, par 73 voix contre 68, faisant fi d'une recommandation du premier ministre Bouchard qui, la veille, leur indiquait qu'une carte avec adresse présentait des difficultés, notamment en raison des 900 000 déménagements annuels au Québec.

Lors de la deuxième journée du Conseil national de Trois-Rivières, les membres du PQ ont longuement discuté de la carte d'électeur avant de retenir le principe d'une carte avec photo, nom, adresse et date de naissance. Cette proposition d'urgence provenait de Maxime Barakat de Montréal-Ville-Marie mais pourrait signifier la nécessité de présenter deux cartes afin de pouvoir voter.

«On ne peut pas avoir un projet de loi où c'est marqué noir sur blanc: tu présentes la carte d'assurance-maladie ou le permis de conduire ou le passeport. C'est un projet de loi laxiste qui ouvre la porte aux bavures.»

Le ministre responsable de la réforme électorale, Guy Chevrette, est intervenu personnellement dans le débat pour défendre la position du gouvernement, telle que définie dans le projet de loi 1. La législation déjà déposée propose que l'électeur utilise son permis de conduire, sa carte d'assurance-maladie ou son passeport canadien, à défaut de quoi une autre personne

possédant une telle carte pourrait confirmer son identité lors du vote.

Le ministre Chevrette compte voir maintenant avec ses collègues du Conseil des ministres si la proposition du PQ peut être adaptée à la loi, mais l'idée de présenter deux cartes pour voter ne lui sourit guère en raison des délais provoqués. «Ça pourrait vouloir dire deux cartes comme en France. [...] Mais une carte avec photo et tout ce qu'ils demandent c'est minimum un an et demi.»

Par ailleurs, si l'identité québécoise ne fait pas l'objet d'une réflexion au sein des troupes péquistes comme chez le Bloc québécois, la langue et la religion ont encore une fois causé des remous dans les rangs péquistes en fin de semaine. Les militants semblaient d'accord pour resserrer les critères des plans d'accès aux services hospitaliers pour la communauté anglophone. La résolution adoptée recommandant au gouvernement de «refuser les programmes [...] qui seront soumis sous peu au Conseil des ministres», a finalement été reportée.

En point de presse, la ministre responsable de la Charte de la langue française, Louise Beaudoin, s'est voulue rassurante à ce sujet. «Les droits historiques de la communauté anglophone ne sont pas mis en cause», a-t-elle souligné.

Les militants péquistes ont accordé leur appui au rapport Proulx sur la laïcisation de l'école publique québécoise. Ils proposent d'abroger les clauses dérogatoires qui permettent aux écoles québécoises de conserver un statut confessionnel au regard de la Charte canadienne des droits et libertés. Le Conseil national prévoit le remplacement de l'enseignement catholique et protestant par un

«programme d'initiation culturelle au phénomène religieux».

Expos de Montréal

Par ailleurs, les péquistes rejettent l'idée de toute aide financière, directe ou indirecte, aux Expos de Montréal. Cependant, le premier ministre Bouchard a fait savoir que le gouvernement ne saurait revenir en arrière puisque sa décision était déjà prise. Déjà connue, la proposition du ministre des Finances Bernard Landry prévoit une aide annuelle d'environ huit millions provenant des budgets existants du ministère du Tourisme.

Le film de Richard Desjardins, *L'Erreur boréale*, a inquiété plus d'un membre du PQ. Les militants veulent que le gouvernement «considère» les problèmes soulevés par le film, mais ils ont rejeté par un vote serré l'idée d'une enquête publique.

Le Conseil national a reporté à plus tard la résolution d'écarter l'idée de séparer Montréal en trois municipalités, l'un des scénarios du rapport Bédard sur la fiscalité municipale. Et l'instance péquiste recommande l'abandon des frais champignons pour les élèves du collégial, et ce, avant la prochaine année scolaire.

Enfin, l'humour était tout de même au rendez-vous de la rencontre péquiste de Trois-Rivières. La proposition de Ri-mouski d'accorder au cheval canadien le statut de race patrimoniale québécoise a fait rire plusieurs militants, parmi les 400 présents, mais ceux-ci ont finalement adopté cette résolution à l'unanimité. Après tout, il s'agissait de devancer le gouvernement canadien qui veut en faire le cheval national du Canada...

BOUCHARD

«Il faut se garder des stratégies lourdes et compliquées», a-t-il déclaré samedi. M. Bouchard affirme qu'il ne cherche surtout pas à limiter le débat, mais à recentrer plutôt les balises des discussions sur la souveraineté en évitant les «méandres».

«L'objectif c'est la souveraineté du Québec. [...] Les meilleures stratégies sont celles qui nous amènent le plus directement et le plus clairement à l'objectif.»

Hier, les militants ont tout de même tenu à donner au gouvernement quelques leçons en votant certaines résolutions qui allaient à l'encontre des idées des parlementaires ministériels. Ainsi, les militants optent pour la carte d'électeur avec photo et adresse. Ils ont aussi voulu forcer la main du ministre de l'Éducation François Legault en approuvant les principes du rapport Proulx sur la laïcisation des écoles. Les militants ont enfin signifié leur désaccord avec l'aide accordée au club de baseball des Expos.

Sur la controverse d'une carte d'électeur avec adresse, le premier ministre Bouchard, qui avait indiqué la veille son opposition, a préféré parler hier d'un «parti libre qui ne craint pas de s'exprimer».

Il s'agira, dit-il, d'améliorer le processus d'identification des électeurs. Soulignant le «vote serré» qui a donné lieu à la résolution, M. Bouchard pense qu'elle laisse une marge de manœuvre au gouvernement qui pourra «améliorer la situation sans la compliquer au point d'en-

traver la participation au vote».

Mais, en dehors d'un menu législatif mince à l'assemblée nationale, le premier ministre a surtout voulu inviter les membres du PQ à retrouver leurs manches pour la préparation du Congrès de l'an prochain.

Les mois qui viennent représentent selon lui «une année faste au point de vue de l'action politique». Le Québec ne pourra continuer longtemps dans le présent «état de précarité politique» et devra décider de son avenir.

L'accord entre Ottawa et les provinces de l'extérieur du Québec invite le Québec, rappelle M. Bouchard, à choisir son propre chemin, puisque le Canada est en train de dessiner sa route dans l'indifférence de ce qui passe ici.

«C'est presque écrit en filigrane dans l'accord que les provinces ont signé avec le fédéral sans le Québec.»

En outre, souligne-t-il, la population appuie le gouvernement dans sa quête d'une voix bien à lui dans les forums internationaux comme l'indiquent les derniers sondages.

Le débat est ouvert à tous, insiste M. Bouchard, mais il n'est clairement pas disposé à entendre le ministre fédéral Stéphane Dion à ce sujet.

«M. Dion peut dire et écrire beaucoup de choses, je ne pense pas que ça nous fasse un pli sur le nombril. [...] M. Dion, c'est un épiphénomène dans les milieux de la science politique.»

OTAN

SUITE DE LA PAGE 1

Le porte-parole de l'OTAN a évoqué les «efforts héroïques» des pays riverains du Kosovo notamment pour accueillir le flot de réfugiés, les «pertes économiques» et les «menaces parfois suivies d'effets» de Belgrade et souligné que l'OTAN «reconnait ses obligations à leur égard».

«Ils ont besoin d'aide et nous les aidons et nous continuerons de les aider», a-t-il affirmé.

Les 19 membres de l'OTAN et les représentants des sept pays voisins de la Yougoslavie ont par ailleurs adopté hier à l'unanimité un Pacte de stabilité pour les Balkans présenté par l'Allemagne.

Ce plan vise à promouvoir le développement économique des pays de la région, leur intégration dans les institutions européennes et à assurer leur sécurité. Une conférence d'experts est prévue le 27 mai à Bonn pour élaborer les détails du plan.

Selon des sources diplomatiques, la Macédoine a toutefois réitéré son refus d'être utilisée pour des activités militaires contre des pays, tandis que la Slovaquie et la Roumanie ont réaffirmé leur coopération avec les forces de l'OTAN, notamment en autorisant l'utilisation de leur espace aérien.

La réunion spéciale entre l'OTAN et les voisins de la Yougoslavie avait été demandée par le président français Jacques Chirac, qui a insisté hier sur la nécessité d'aider les pays voisins de la Yougoslavie à «faire face aux

conséquences de la crise du Kosovo» et, à plus long terme, d'assurer la sécurité et la stabilité des pays du sud-est de l'Europe.

Sur le long terme, la stabilité de la région «passe par le respect des principes de l'OSCE» [Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe]: «respect des droits de l'homme, respect des frontières et des droits des minorités», a dit Jacques Chirac.

Le premier ministre russe Evgueni Primakov a affirmé que la Russie révisera ses relations avec l'OTAN en cas d'opération terrestre de l'Alliance en Yougoslavie, dans une interview diffusée hier soir à la télévision russe.

«Je pense qu'il nous faudra réviser plusieurs aspects de nos relations et avec l'OTAN et sur le plan économique nous aurons besoin peut-être d'apporter certaines corrections à nos dépenses», a déclaré le premier ministre sur la chaîne TV 6.

Dans des extraits diffusés avant l'interview, l'agence Interfax avait auparavant affirmé que M. Primakov avait menacé de revoir les relations de la Russie avec les pays de l'OTAN en cas d'opération terrestre, ce qu'il n'a pas exactement dit.

Comme le journaliste lui demandait si ces corrections de dépenses signifiaient davantage d'argent pour le secteur de la Défense, le premier ministre a répondu: «En tout cas plus d'attention à la Défense sans aucun doute mais pas obligatoirement par des dépenses supplémentaires.»

ENQUÊTE

collégial, les anglophones, les riches, les hommes et les gens de la région de Québec.

Depuis que Slobodan Milosevic a lancé l'opération d'épuration ethnique contre les Kosovars, l'entière planète est quotidiennement inondée d'informations sur les horreurs de la guerre. Malgré tout, il y a encore un important pourcentage de Québécois qui n'en savent rien. Pendant que 84 % confirment avoir pris connaissance de ces événements par les bulletins d'informations des journaux, de la radio et de la télévision, il y en a 16 % qui disent tout ignorer de ce conflit.

Sondagem a effectué cette enquête d'opinion après que le Canada eût fait savoir qu'il n'a pas l'intention de plaider en faveur de l'envoi de troupes dans les Balkans. Le premier ministre Chrétien a néanmoins indiqué qu'il se rangerait derrière ses partenaires de l'OTAN s'ils en venaient à décider qu'il faut absolument dépêcher des soldats sur le terrain pour faire reculer Milosevic.

Aux Communes, le Bloc québécois a vainement tenté d'obtenir du gouvernement libéral qu'il s'engage à solliciter le vote des parlementaires avant d'envoyer des soldats au Kosovo.

Depuis le début des frappes de l'OTAN le 24 mars, la Russie a déjà gelé ses relations avec l'Alliance atlantique avec laquelle elle a notamment signé, en 1997, un acte fondateur établissant une coopération avec cette organisation sous la forme d'un conseil conjoint OTAN-Russie. Elle est également membre du Partenariat pour la Paix.

Enfin, le vice-premier ministre yougoslave Vuk Draskovic s'est prononcé pour le déploiement d'une force de paix des Nations unies au Kosovo, dans une interview très critique à l'égard des principaux dirigeants du pays, diffusée hier soir par la chaîne de télévision privée Studio B.

«Pour aucun pays les Nations unies ne sont une organisation occupante. Le drapeau de l'ONU n'est pas pour nous un drapeau d'occupant», a-t-il souligné.

Il a rappelé que dans le passé des soldats yougoslaves avaient plusieurs fois «fait partie de forces de paix de l'ONU. Si tant de fois par le passé et en vertu de décisions du Conseil de sécurité, nos soldats sont partis en occupants pour rétablir la paix, alors oui [les forces de l'ONU] sont des forces d'occupation. Mais cela n'est tout simplement pas vrai», a-t-il ajouté.

Sans mentionner le nom du président yougoslave Slobodan Milosevic, M. Draskovic a dénoncé «ceux qui dirigent» le pays et «mentent au peuple» en voulant lui faire croire que la Russie risquera une troisième guerre mondiale pour défendre la Serbie.

Au Québec, le président de la SSJB-M, Guy Bouthillier, a exprimé l'inquiétude que l'implication du Canada puisse éventuellement mener à la proclamation de mesures de guerre et que la partition du Kosovo serve de prétexte et de justification à la partition du Québec.

La méthode du sondage

Ce sondage sur l'opinion des Québécois a été réalisé dans le cadre de l'omnibus Sondagem du mois d'avril. Pour cette étude, Sondagem inc. a effectué 1013 entretiens téléphoniques à partir d'un échantillon représentatif de la population adulte du Québec, soit 1600 numéros de téléphone valides.

Cet échantillon, probabiliste stratifié non proportionnel, a été tiré aléatoirement par ordinateur des listes de numéros de téléphone résidentiels du Québec, par la méthode du hasard systématique.

Toutes les entretiens ont été réalisées depuis un central téléphonique de Montréal, entre le 16 et le 21 avril. En retenant un seuil de confiance de 95 %, avec un taux de réponses de 63,3 %, on estime à plus ou moins 3,2 % dans 19 cas sur 20, la marge d'erreur statistique maximale d'un tel sondage.

31 nouvelles espèces sont en péril

Ottawa (PC) — Trente et une espèces de plantes et d'animaux viennent de s'ajouter à la liste des espèces naturelles menacées de disparition au Canada. Cette liste, qui totalise maintenant 338 espèces, vient d'être rendue publique par le Comité sur le statut des espèces menacées de disparition au Canada.

On y apprend que l'épaulard du Pacifique est maintenant considéré comme une espèce menacée, que le campagnol sylvestre, qu'on trouve notamment dans les Cantons de l'Est, au Québec, est maintenant une espèce vulnérable, comme la salamandre sombre des montagnes, qui vit également au sud du Québec.

Le Comité a aussi constaté, entre autres, que le statut du ginseng d'Amérique s'est détérioré, en dépit des interdictions reliées au commerce international du ginseng sauvage.

David Green, le président du comité dépendant, a affirmé que si la liste d'espèces en péril s'allonge, cela traduit davantage une meilleure compréhension du phénomène que des dommages environnementaux accrus. Mais la pollution et le développement demeurent des menaces graves aux habitats naturels, a-t-il aussitôt ajouté.

Le groupe de scientifiques et de spécialistes de la faune et de la flore étudie les espèces jugées en péril depuis 21 ans. Il a passé une semaine à évaluer 88 espèces de mammifères, plantes, amphibiens, reptiles et poissons. De celles-ci, 15 espèces, dont la population de l'Est de l'éfraine des clochers, ont été désignées en danger de disparition, 11, espèces menacées et 14, espèces vulnérables, la catégorie la moins grave. Dans certains cas, le comité a estimé qu'il ne disposait pas de suffisamment d'informations pour désigner l'espèce.

De plus, 37 autres espèces figurant déjà sur la liste ont été réévaluées, dont l'ours polaire, dont le statut d'espèce vulnérable est demeuré inchangé. Il y a par contre de bonnes nouvelles: trois espèces ont été retirées de la catégorie en danger de disparition, et le statut de trois autres s'est amélioré.

Par exemple, le faucon pèlerin figure maintenant dans une catégorie à risque plus faible, soit menacée plutôt qu'en danger de disparition.